

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhésion de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde libertaire



**GRÈVE
GÉNÉRALE !**
expropriatrice
autogestionnaire

M 02137 - 1396 - F: 2.00 €



2€

ISSN 0026-9433

FOP 2520

« Et le jour où, assez marioles, y aura une tripotée de bon bougres qui commenceront le chabanais dans ce sens, eh bien! foi de Père Peinard, le commencement de la fin sera arrivé! »

Émile Pouget

hebdo n° 1396

du 28 avril au 4 mai 2005

Sommaire



Le 1^{er} mai, c'est pas la fête, **c'est la lutte**, par Julien, page 3

Des plumes et du goudron pour les patrons, par Hugues, page 5

Tous **les flics** s'appellent Jean-Louis, par Fred, page 6

Exploités, ne jouez pas avec le communautarisme ! par G. Lecardinet, page 7

Les droits sociaux **passent à la poubelle**, par J. Langlois, page 9

Putain d'usine, ça se chante aussi, par Alain et Valérie, page 12

Le progrès ?, du bidon, par Luce Fabbri, page 14

L'université américaine **contre le recrutement**, par C. Lang, page 15

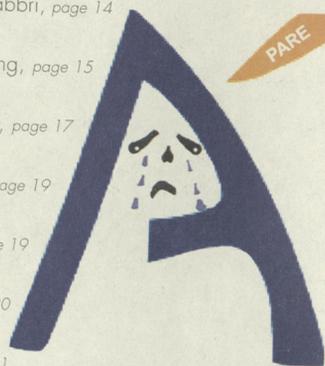
Une nouvelle revue : **la Question sociale**, par C. Oderoche, page 17

Expo à Publico : **Chari Goyeneche**, page 19

La toile d'avril encombre le net, page 19

Tract fédéral, page 20

Manifestons le 1^{er} mai !, page 21



Le mouvement, page 22

Radio libertaire, page 21

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Un 1^{er} mai, symbole de la lutte des travailleurs



Julien

groupe de Rouen

LA MÉDIATISATION de la mort d'un pape et de la nomination d'un nouveau, venant s'ajouter à la campagne électorale à propos du traité institutionnel européen, servent de paravent pour cacher la mal-gouvernance de ceux qui s'octroient le droit de nous diriger. Ces champions de la loi et de l'ordre, répondent par des coups de matraques et des mises en garde-à-vue, aux lycéens cherchant à faire entendre la colère légitime qu'a fait naître en eux la réforme ultra-libérale du système éducatif qui leur a été imposée. « Ce n'est pas la rue qui gouverne ! » nous clame le ministre madeliniste, les quelques millions de mécontents ne font pas le poids face aux moyens répressifs que ces salauds ont à disposition. 38 % d'augmentation de la délinquance policière en un an, cela est trop pour ne pas découler d'un choix politique. Voilà à quoi mène la politique sécuritaire, plus besoin de traquer bien loin la délinquance, celle-ci se trouve au sein même de la police, au commissariat du coin.

Nous ne pouvons plus compter sur les centrales syndicales, engluées dans leur collaboration avec les forces économiques et politiques, pour lancer un vaste mouvement social, qui balayerait ces croqueurs de pouvoir avides de remplir les poches de leurs commanditaires. Le 1^{er} mai, jour symbole de la lutte des classes, commémorant le martyrs de huit hommes injustement condamnés pour avoir il y a près de cent vingt ans osé clamer leur colère face à l'exploitation des patrons et des gouvernants, ne doit pas devenir un exutoire où chacun se défoule, crache son humeur, avant de reprendre la routine du travail quotidien et de son lot d'exploitation. Il n'est pas de réforme possible, seule la grève générale expropriatrice et autogestionnaire peut amener la révolution qui nous débarrassera de tous ces profiteurs. En attendant il nous faut lutter pied à pied pour que ces parasites nous laisse un peu de laine sur le dos. Ce n'est ni le pape et ses litanies en langues mortes, ni le super traité sensé régler le problème social en suspend, qui nous amèneront à nous émanciper de l'exploitation et de la misère. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, en nous organisant à la base afin de faire respecter notre volonté directement.

1^{ER} MAI 1886, la classe ouvrière américaine engage un bras de fer contre le patronat pour imposer la journée de 8 heures sans pertes de salaire. À Chicago, 300 000 ouvriers participent à cette grève et, lors du meeting de Haymarket, des incidents éclatent, la police tire dans la foule et une bombe explose. Après un procès expéditif, quatre militants syndicalistes, tous anarchistes, et victimes d'une machination policière, seront pendus tandis qu'un cinquième se suicide. Ils seront innocentés l'année suivante.

En mémoire de la tragédie de Chicago, le 1^{er} mai devient la journée symbole de la lutte des travailleurs. Par la suite, les socialistes-démocrates la transformeront en jour férié et Pétain en « fête du travail » !

Depuis, l'impasse du communisme autoritaire et l'impasse de la social-démocratie ont ruiné toutes les tentatives d'émancipation des peuples au XX^e siècle. Au point que le capitalisme triomphant nous renvoie aujourd'hui à une situation de précarité proche de la fin du XIX^e siècle.

1^{er} mai 2005, la démolition sociale exécutée par l'État aux ordres du patronat veut faire disparaître les derniers acquis sociaux conquis de haute lutte par nos aînés : liquidation de la Sécurité sociale, abolition du Code du travail, restriction du droit de grève, démantèlement des services publics de la santé, de l'énergie, de l'éducation, des transports et des communications, etc.

Les gouvernements qui se succèdent invariablement pour mettre en œuvre les mêmes politiques de misère sociale ne veulent ni ne peuvent s'opposer aux diktats

d'un capitalisme mondialisé, arrogant et méprisant. Tandis que l'année 2004 annonce des records historiques de profits pour les actionnaires (57 milliards d'euros rien que pour les sociétés du CAC 40), le chômage continue de croître vertigineusement, la précarité se généralise, plongeant un nombre grandissant d'individus dans la spirale de la pauvreté et de la souffrance.

Les grandes organisations syndicales ne peuvent ni ne veulent organiser la résistance et la contre-offensive, la multiplication des grèves et journées d'action de 24 heures sans perspectives radicales ne serve qu'à démobiliser les salariés et conforter les bureaucraties syndicales.

De plus, l'habitude de la délégation démocratique, cultivée jusqu'à l'extrême gauche, a amené la classe ouvrière à perdre sa confiance en elle-même, à nier sa capacité politique, c'est-à-dire à abandonner son destin dans les mains des partis de la bourgeoisie ou de l'avant-garde éclairée. Il est donc logique que l'illusion de la transformation sociale par la voie étatique de l'électoralisme et du parlementarisme ait alors désorganisé et désarmé la classe ouvrière face aux incessantes attaques du capital.

Pour les luttes, « oui » ou « non » rimement avec abandon !

La question du référendum sur la Constitution européenne ne manquera pas, à quatre semaines du scrutin, de transformer cette journée du 1^{er} mai en grande foire électorale la détournant de son symbole de lutte. À l'heure où le mouvement social et

syndical piétine, ce référendum est dangereux car il entretient l'illusion d'une victoire possible et suffisante par rapport aux enjeux actuels nous permettant de nous passer du rapport de force d'un mouvement social pourtant indispensable. Car si les luttes représentent une solution aux attaques de la bourgeoisie, l'issue du référendum quelle qu'elle soit ne représente en aucun cas une solution. Le 10 mars, nous étions un million de travailleurs en grève du public et du privé dans les rues, deux fois plus que le 5 février et puis, après, plus rien... sauf pour le référendum qui occulte pour longtemps toute perspective de montée en puissance d'un mouvement social.

Ce référendum n'est qu'un leurre, une diversion organisée par le patronat et le gouvernement pour nous orienter dans une voie sans issue. Pendant que l'on nous agite ce référendum, les réformes antisociales passent, et les possibilités d'un mouvement social d'ampleur s'évanouissent, au grand bonheur de nos maîtres trop heureux de nous avoir donné cet os à ronger. Car ce référendum a bien été décidé, organisé et planifié par la bourgeoisie. C'est bien elle qui a rédigé le texte du Traité, c'est elle qui pose la question et apporte ses (propres) réponses dans le cadre (matraquage médiatique, bulletin dans l'urne) et le contexte politique (étouffer dans l'œuf tout développement des luttes sociales face à l'offensive capitaliste tous azimut qui s'accroît depuis trois ans) qu'elle a consciencieusement choisis. En ce sens, cette démarche constitue l'antithèse de la capacité politique ouvrière qui nécessite que ce soit le prolétariat en lutte qui définisse les bonnes questions (partage des richesses, réduction du temps de travail, hiérarchie sociale et patronale, etc.), y apporte ses propres réponses (égalité économique et sociale, fédéralisme, entraide, etc.) avec ses propres moyens (l'action directe, la grève générale autogestionnaire et expropriatrice), et ceci dans un contexte politique où l'initiative sociale appartient non plus aux dominants mais à la classe ouvrière.

Encore une fois, notre salut ne viendra pas « d'un débouché politique au mouvement social » ; il est clair que la campagne du « non » relayée jusqu'aux syndicalistes et à certains libertaires ne servira qu'à aider à la recomposition de l'ex-gauche plurielle dans le cadre des prochaines échéances électorales. De plus, le « non » s'est structuré sur des bases essentiellement sociales-démocrates autour de l'Appel Copernic (de la Fondation du même nom) et basé sur une alliance de la « gauche »

du PS, du PC et de la LCR. LO, laissée sur la touche, cède à la pression médiatique (LO avait appelé à l'abstention en 1992 contre le traité de Maastricht) et consent un « non » sans conviction (et s'abstient de faire campagne). Ainsi nous voyons que le « non » sur des bases anticapitalistes, internationalistes, à défaut d'être libertaire (le pourrait-il?) apparaît bien maigre sinon inexistant. D'ailleurs, et quelle que soit la motivation d'un vote « non », les bulletins dans le secret des urnes s'additionneront avec les « non » de gauche, de droite et d'extrême droite. Déjà, les politiciens aux dents longues font leurs paris et, rêvant de devenir calife à la place du calife, se positionnent en nouveaux leaders de l'après-

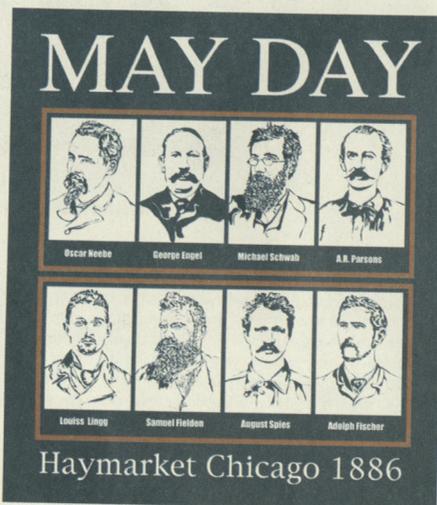
Si les principes de l'anarchisme sont éternels et universels, ses moyens d'actions, ses stratégies et ses tactiques doivent évoluer constamment au gré des circonstances sociales, culturelles et historiques. La question du référendum bourgeois pose la question du principe anarchiste de l'action directe. On nous reproche souvent une position idéologique, d'ailleurs ce référendum ne serait pas une délégation de pouvoir mais simplement une réponse à une simple question. C'est faux! Cautionner ce référendum, c'est renforcer l'illusion démocratique du changement social par les urnes, c'est écarter encore un peu plus le mouvement ouvrier du chemin libertaire qui seul pourra le libérer de ses carcans. Au bulletin dans l'urne, nous opposerons les luttes sociales et le boycott du référendum. L'abstentionnisme anarchiste ne recherche ni la pureté ni le dogmatisme, car il n'existe pas de dogmes anarchistes, il ne recherche que la meilleure voie dans un parcours semé de pièges et d'embûches pour trouver le chemin de l'émancipation sociale.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes!

L'urgence actuelle réside bien dans la réorganisation de la classe ouvrière, c'est-à-dire recréer et retisser les liens d'entraide et de solidarité mutuelle entre salariés, précaires et chômeurs afin de s'opposer unis aux agressions patronales. Ensuite, il est impératif de multiplier les unités à la base, dans et/ou au-delà des structures syndicales, pour permettre d'une part l'émergence de nouvelles luttes axées sur des pratiques autogestionnaires et horizontales, privilégiant l'action directe et, d'autre part, la réflexion sur un projet de société. Enfin, il s'agira de construire la convergence de ces luttes, de les fédérer et de les coordonner à l'échelle locale, régionale jusqu'à l'internationale – le problème social ne pouvant se résoudre qu'à l'échelle mondiale.

Les anarchistes n'abandonneront jamais le 1^{er} mai aux politiciens et aux bureaucrates. Par les luttes sociales libertaires, nous construirons l'Europe des peuples libres, égaux et fédérés, à laquelle nous aspirons. Pour cela, il faudra que le mouvement ouvrier puise en lui-même la volonté, l'énergie et les moyens de s'affranchir des parasites étatiques et patronaux. Ce qu'il nous faut aujourd'hui plus que jamais c'est l'action directe, l'action directe encore, l'action directe toujours! Seule la lutte paie! J.

1. « L'action directe signifie que la classe ouvrière, en réaction contre le milieu actuel, n'attend rien des hommes, des puissances et des forces extérieures à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi les moyens d'action. Elle signifie que, contre la société actuelle qui ne connaît que le citoyen, se dresse désormais le producteur. » Émile Pouget



référendum. D'autres, sauvés en extremis des poubelles de l'Histoire et se sentant un second souffle inespéré grâce au référendum s'agitent vainement pour prolonger de quelque temps leur agonie politique.

Tant que la société sera divisée en classes, toutes formes d'élections, référendums y compris, seront organisés au seul profit de la classe dominante et tendront à affaiblir et à nier notre capacité politique pour renforcer l'aliénation étatique et l'exploitation capitaliste. La société démocratique a réussi l'immense illusion de faire croire au peuple que le bulletin de vote est le garant de sa souveraineté. Le système politique électoral et parlementaire est strictement verrouillé, c'est pour cela que la bourgeoisie accorde sans crainte au peuple le pouvoir de voter car, systématiquement, les alternatives proposées sont sans véritables enjeux. Les anarchistes ont toujours dénoncé cette mascarade: les seuls consultations et référendums légitimes sont ceux dont la nécessité est exprimée par le peuple à sa base et non par ses gouvernants autoproclamés.

Nouvelles des fronts

Photo : Daniel Maunoury.



GREVE DE RÉSISTANCE le 16 juin, on s'y dirige tout droit, voilà, pour Sud, c'est décidé. Pour les autres organisations syndicales, doucement ça mijote et la pression monte... Du côté des luttes, là aussi, une petite embellie. Les médecins urgentistes tiennent le coup après 15 jours de mobilisation et exigent plus de moyens pour assurer un service public de qualité tout en dénonçant une précarité croissante qui conduit aux urgences toujours plus de pauvres à la recherche de quelque réconfort.

Une grève pour les conditions de travail et pour un meilleur service public, un bel exemple à méditer. Radio-France, une grève de plus de douze jours des personnels administratifs et ouvriers pour obtenir une prime et rétablir un peu d'égalité dans les rémunérations. Une grève qui s'entend sur les ondes grâce à la solidarité des techniciens déjà « primés » mais qui pourtant restent associés au mouvement. Encore un exemple à suivre.

Retour aussi aux bonnes pratiques à l'usine Euroelectric de La Bresse dans les Vosges. Séquestration des patrons pour protester contre 69 licenciements. Secouer fort avant de libérer, ça ne peut que faire réfléchir les mercenaires du capital. N'est-ce pas ?

Sur le front du droit une condamnation d'IBM confirmée, avec à la clé une indemnité de 110 000 euros et l'alignement du salaire de la technicienne sur celui de ses homologues masculins. Condamnation pour discrimination sexiste, comme de bien entendu. Quant à Johnny, petit chanteur du 9-3, il a été débouté en appel. La propriété d'usage de ses vociférations machistes reste à son producteur. Mais que font les prud'hommes, y'a plus de justice mais en l'occurrence, on s'en fout ! Mais, du déni de justice pas question de s'en foutre.

Avant la fin de l'enquête, l'agent de piste impliqué dans l'accident mortel d'une hôtesse de l'air a été viré. Justice expéditive et sommaire pour se débarrasser d'un cas difficile :

pourquoi un seul agent de passerelle quand deux sont requis ? Faute de réponse de la direction, une fois de plus, c'est le lampiste qui trinque. Une veille coutume quand les directions se sentent morveuses.

Et, en perspective, après le 16 mai, une journée d'action le 9 juin à l'appel de la CGT pour la défense de l'emploi industriel et contre les délocalisations. Une journée d'action de plus, un jet de vapeur pour dérouiller la soupape, sans doute dans l'esprit des bureaucrates. Aux salariés de l'industrie d'en faire autre chose qu'une commémoration, d'en faire une journée d'action vers l'autogestion.

Mais déjà dans l'ombre du référendum sur l'Europe, la toile Bolkestein doucement se tisse. Injonction à la SNCF et à la RATP de s'ouvrir à la concurrence dans les plus brefs délais ? C'est-à-dire, privatisation et dégradation d'un service public déjà menacé et en constante dégradation faute d'investissement et d'embauche. Perte annoncée pour 2005 de 10 % des emplois dans ce qui reste de l'industrie textile, après les 10 % déjà liquidés en 2004. Même le frère Sarko, grand prédicateur de l'Union des Industries textiles se fait du mouron. Un coup à jamais devenir ministre quand son frère sera cacique à la place du cacique.

Enfin, dumping social à tous les étages. Deux exemples dans les transports : l'embauche par le groupe Norbert Dentressangle, suite à une habile et opportune délocalisation,

de chauffeurs des pays de l'Est dont le recrutement menace des milliers d'emplois dans ce secteur. Viré ici, encore plus surexploité là-bas, voilà les termes de la tragédie contemporaine, meurt ou crève !

Autre bolkesteinerie, dans la marine marchande, malgré une grève très suivie : la création, en discussion au Sénat, du registre national français qui prévoit, pavillon de complaisance oblige, de n'avoir plus qu'entre 25 et 35 % de marins européens dans les équipages de la flotte française. Les autres, on peut l'imaginer, viendront d'ailleurs avec les salaires et les conditions de travail d'ailleurs... Une fois encore, diviser pour mieux régner, mais peut-être que la solidarité des gens de mer réduira ce projet à néant.

Avant la liquidation, les bandits s'enrichissent. En effet, MG-Rover s'est plié, 5 000 licenciements immédiats chez le constructeur et 18 000 à court terme chez les équipementiers (et, en plus, un coup à faire perdre les élections au très libéral Tony Blair). On apprend que depuis la reprise de Rover en 2000, quatre repreneurs, agioteurs patentés, bien sous tous rapports, du groupe Phoenix, auraient « gagné » dans le cadre de leur petit trafic 50 millions de livres sur le dos des prolos britanniques. Y'a des plumes et du goudron qui se perdent, nom de Dieu !

Hugues

groupe Pierre-Besnard



Tous les flics s'appellent Jean-Louis

LOUISE A SIX ANS, et elle appelle les flics des « Jean-Louis ». Qu'ils circulent à pied, en voiture, en VTT ou à cheval, c'est : « Ah tiens, les Jean-Louis ». Si on lui demande pourquoi, Louise répond que tous les policiers, évidemment, s'appellent Jean-Louis.

Depuis cinq années nos Jean-Louis peuvent bénéficier des largesses d'une usine à gaz qui a pour nom Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS). Pure création du ministère de l'Intérieur, ayant cependant le culot de s'en prétendre indépendante, elle vient de livrer un rapport dans lequel elle s'attaque au délicat problème des dérapages policiers. On y apprend que ces derniers ont connu une hausse de 38 % en un an, ce qui surprend la commission. Par la voix du président Truche (un magistrat jugeant les flics !), la CNDS se dit également « frappée par la couleur de peau et la fréquence de personnes étrangères ou ayant des noms à consonance étrangère », dans les plaintes pour violences policières. Raciste, la police ? Gageons que cette révélation a dû également « frapper » les gosses des cités, tout comme leurs parents. Dans la suite du rapport, on sent que les glorieux membres de la CNDS se sont retrouvés confrontés à un problème de taille. Payés pour donner bonne conscience aux titulaires de gâchette, il leur restait à expliquer cette hausse subite, sans avoir recours aux gros mots, « bavures », « racisme », « violences ». Ils ont donc produit une manière de schéma, mêlant archétypes sociaux et fantasmes sécuritaires. Soit d'un côté des jeunes-issus-de-l'immigration, de l'autre, des policiers-qui-n'ont-pas-atteint-la-trentaine, et qui pour la plupart sont originaires de province. Les premiers vivent la présence permanente des forces de l'ordre, les contrôles quotidiens, les insultes, les arrestations arbitraires... comme une forme de racisme qui refuserait de dire son nom. De leur côté, les policiers, gavés de clichés sur la banlieue, ignorant tout du lieu où ils interviennent, se vivent comme des GI's de base patrouillant dans les puees de Bagdad. Jeunes, mal préparés, étrangers à la ville où ils viennent d'être affectés, il n'est pas étonnant que ces policiers-là commettent parfois quelques « bêtises ». On s'empressera alors de les leur pardonner, le ministre puisant dans les poncifs servis par la commission de quoi absoudre ses flics tueurs d'Arabes et de Noirs. Un autre rapport, émanant cette fois d'Amnesty International, faisait récemment état de « l'impunité de fait des agents de la force publique dans des cas de coups de feu, de morts en garde à vue, de tortures et mauvais traitements ». La police serait donc et raciste et violente ? Devant tant d'animosité, la réponse du ministère ne s'est pas faite attendre. Il a rappelé qu'en quinze ans cinquante policiers avaient été tués, sans pour autant donner le chiffre de ceux qui furent abattus par leurs propres collègues (ça nous aurait fait rire un peu). Il s'est ensuite fâché tout rouge, lâchant qu'« on ne peut à ce point critiquer le fonctionnement de la police ». Ça, c'est de l'argument. Mais que l'Intérieur défende ses zélés fonctionnaires, qu'il cherche à renforcer de fait leur impunité, ne saurait empêcher les premiers concernés de constater, jour après jour et au concret, que les flics effectivement sont racistes, violents, de plus en plus violents, de plus en plus racistes.

Louise insiste : tous les flics s'appellent Jean-Louis. À bien y réfléchir, elle a sûrement raison ?

Fred

Groupe Louise-Michel

Quand l'autruche éternue...

Shri Jean-Pierre

« Je m'empêche de penser. » Bussereau, ministre.
Nouvelle méthode de gouvernement : faire le vide dans sa tête, ne plus penser à rien, se contenter d'annoncer les sentences du Vishnou poitevin. En matière de vide, ça a l'air de bien fonctionner.

Plus je pédale moins vite...

« Il faut tout faire pour gagner le référendum, et ne rien faire pour le perdre. » Cornet-Gentile, député Ump.

On a enfin trouvé un digne successeur à monsieur de La Palisse ! J'ignore d'où sort ce député, ni même si il est « gentil ». Ce qui est sûr, c'est qu'il est cornet.

Révolution

« En France, on a l'impression que la révolution n'est pas terminée. » Fillon.

C'est encore pire, mon bon : elle n'a pas encore commencé.

Vicelard

« Comme Fabius n'a pas réussi à prendre le PS par la droite, il essaie par la gauche. » Sarkozy.

Et pendant ce temps Sarko s'occupe de nous, par derrière.

Boutin n'aime pas le sport

« Ce que nous voulons, c'est une France sans drogue. » Christine Boutin.

Alors il va falloir renoncer aux JO.

Acteur menteur

« Le non, c'est le suicide de la France ». Francis Huster, acteur.

Lequel joue en ce moment, au théâtre, le rôle principal dans les « mémoires d'un tricheur ». Voyez le rapport ?

Tracteur

« Villepin est une sorte de Ferrari, mais, pour Matignon, il faut un 4X4. » Raffarin.

Non seulement la pente est rude, mais en plus elle est boueuse ? Enlisé à hauteur de pare-buffles, Raffy le baroudeur ne veut pas lâcher le volant au profit de De Villepin, connu pour ses sorties de route, ses furieuses embardées, ses dérapages incontrôlés. On ne peut pas lui donner tort : vu le bourbier actuel, ce n'est pas d'une Ferrari dont a besoin le gouvernement, mais plutôt d'un tracteur.

Monsieur Édouard

« Laminé en 95, n'exagérons rien. J'avais un projet, bon, eh bien n'en parlons plus. » Balladur.

Battu, vaincu, piétiné, écrasé, explosé, ridiculisé, achevé, désintégré, mort... Balladur, dix ans plus tard, tente de réécrire l'histoire de sa lamentable plantade. On a rien oublié pourtant, et on profitera de l'occasion pour remercier monsieur Édouard : son mémorable bananage fut pour nous une vraie joie, rendant un peu moins douloureuse l'élection de l'autre guignol.

Frédo Ladrisse

(sources : France 2, France Info, Europe 1, Libération, Le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

L'Appel...

ou la voix des amis de Ramadan

« Entre 1975 et 1990, les mouvements de réaffirmation de l'identité religieuse ont accompli une mutation considérable. En l'espace de quinze années, ils ont su transformer la réaction de désarroi de leurs adeptes, face à la crise de la modernité, en projets de reconstruction du monde qui trouvent dans les Textes sacrés les fondements de la société à venir. [...] »

Les mouvements chrétien, juif ou musulman que nous avons observés s'inscrivent dans cette double perspective: ils s'emploient d'abord à nommer la confusion et le désordre du monde que perçoivent leurs adeptes, en revivifiant un vocabulaire et des catégories de pensée religieuse, appliqués à l'univers contemporain. Puis ils élaborent des projets de transformation de l'ordre social pour le rendre conforme aux injonctions ou aux valeurs de la Bible, du Coran ou des Évangiles, seules garants, selon leur interprétation, de

l'avènement d'un monde de justice et de vérité.

Ils présentent un grand nombre de caractéristiques communes, par-delà la simple simultanéité historique de leur apparition. La disqualification d'une laïcité qu'ils font remonter à la philosophie des Lumières les unit. Ils voient, dans l'émancipation orgueilleuse de la raison par rapport à la foi, la cause première de tous les maux du *xx^e* siècle, le début d'un processus qui mènerait en droite ligne aux totalitarismes nazi ou stalinien. [...] »

L'écuménisme s'arrête à la disqualification de la laïcité; au-delà, les projets de société divergent puis deviennent profondément antagoniques, portant en puissance des luttes sans merci, dans lesquelles aucune doctrine de vérités ne peut passer de compromis. »

Gilles Kepel, *la Revanche de Dieu*, pp. 259-260-261.

Georges Lecardinet

d DEPUIS QUELQUES SEMAINES, « l'Appel des indigènes » circule. Il provoque de nombreux remous dans les associations et partis politiques. Les « intellectuels de solidarité », inévitables et inconditionnels soutiens, ont rapidement apposé leur signature. La lecture attentive laisse apparaître pourtant un texte d'instrumentalisation avec une logique politico-religieuse. Nous avons affaire à une attaque contre la laïcité et non à une juste condamnation du colonialisme.

De nombreux militants refusent non seulement de travailler pour l'UOIF, mais organisent la riposte. Tout le monde s'accorde pour affirmer que l'égalité des droits n'est toujours pas une réalité malgré les belles envolées républicaines, mais certains découvrent un texte pour le moins pensé et politique dès le départ. Partout les laïques font face aux adeptes d'une laïcité ouverte aux religions.

Le comité national du MRAP du 15 mars 2005, après un débat houleux sur « l'Appel des indigènes », arrive à déclencher comme réaction l'apparition publique (et pour la première fois depuis sa création) d'une tendance. Les laïques lassés des prises de positions religieuses de la direction se regroupent et lan-

cent un site: <http://avenirdumrap.overblog.com>

Les Verts se divisent sur la décision de leur direction de rencontrer les initiateurs de « l'Appel ». Des responsables du parti, A. Lipietz, A. Boumediene et S. Coronado le signent dès le départ. A. Filippetti estime ouvertement que ce texte vise à « ethniciser les problèmes sociaux » et que « c'est un pas supplémentaire vers le communautarisme ». Nombre de militants alertés demandent que les Verts organisent vite un débat « de fond » sur le sujet, ce à quoi s'engage Y. Wehringen faisant rapidement savoir à l'AFP que les Verts « ne signent pas ce texte et ne le signeront certainement pas ».

La LCR, de son côté inquiète que le parti se laisse entraîner par les adeptes de combat type « Une école pour tous », réagit par sa direction nationale. Le n° 2106 de Rouge publie la position majoritaire de la DN critique envers « l'Appel ».

L'union départementale CGT, comprenant l'enjeu de « l'Appel pour les assises de l'anticolonialisme post-scolaire », refuse de prêter les salles pour ces fameuses assises qui devaient se tenir à la Bourse du travail de Paris,

Georges Lecardinet milite au groupe Sacco-et-Vanzetti.

le samedi 16 avril. D. Niel, secrétaire général CGT de Paris déclare que « "L'Appel" ne convenait pas du tout à la CGT, c'est un texte dangereux car aujourd'hui il faut plutôt se rassembler pour lutter contre les discriminations et non se diviser selon les origines ».

Le Manifeste des indigènes de la République

Cet « Appel des indigènes » nous est présenté comme un cri de jeunes issus des ex-colonies françaises, face aux discriminations qu'ils subissent continuellement. Il est séduisant car il dénonce avec virulence des réalités de la République. Dès la sixième phrase, après une introduction d'usage, il donne malheureusement le ton sur le principal mécanisme colonial actuel : « La loi anti-foulard est une loi d'exception aux relets coloniaux. » La ligne est donnée et ne sera jamais abandonnée. Refuser la promotion de l'islam, c'est avoir des pensées coloniales. Ce sera la revendication principale entourée de quelques propos destinés aux révoltés des Territoires et Départements d'Outre-Mer (l'Afrique noire et l'ex-Indochine sont à peine mentionnées même pour les massacres).

L'analyse historique est en effet limitée et sectaire ; rien sur l'esclavagisme de la royauté et de l'empire, rien sur la sainte alliance du sabre et du goupillon pour asservir les peuples. Il nous présente un monde divisé entre victimes colonisées et méchants colonisateurs républicains. L'appel occulte le fait que la colonisation s'est effectuée contre les peuples des pays envahis, bien sûr, mais qu'elle s'est faite aussi contre ceux des pays colonisateurs. L'embrigadement et la déportation destinée à peupler les territoires conquis en éloignant « les indésirables ». La répression frappant ceux qui dénonçaient et combattaient le colonialisme (les classes existent ! Sommes-

nous responsables des guerres de l'État français ou de l'écrasement de la Commune de Paris ?). Le fait de réduire et d'imposer une opposition entre colonisés et colonisateurs sous-entend qu'il existe une opposition entre peuples. Faire croire à cette dangereuse opposition est utile à nos candidats dirigeants islamistes. Une prise de conscience de l'exploitation et de l'oppression est sans intérêt. Le colonialisme répondait à la logique capitaliste avec ses particularités historiques propres. Les bourgeoisies européennes ont investi dans la politique coloniale. Elles ont construit chacune leur empire colonial, pour se garantir des ressources naturelles, de nouveaux marchés et une main-d'œuvre moins exigeante. La période coloniale est ainsi caractérisée par la domination des grandes puissances sur d'autres peuples. Le racisme vis-à-vis des peuples colonisés légitime cette entreprise d'asservissement. En minimisant les explications sociales et économiques « l'Appel » enferme. Il marginalise et isole encore plus les populations concernées. Un véritable travail de mémoire sur le passé colonial de la France reste à faire !

L'analyse limitée permet l'introduction de formulation destinée à réaffirmer que ne pas accepter la promotion de l'islam fait preuve d'un racisme post-colonial : « La gangrène coloniale s'empare des esprits », « Une frange active du monde intellectuel, politique et médiatique français, tournant le dos aux combats progressistes dont elle se prévaut se transforme en agents de la "pensée" bushienne », « Frauduleusement camouflée sous les drapeaux de la laïcité, de la citoyenneté et du féminisme, cette offensive réactionnaire s'empare des cerveaux et reconfigure la scène politique. Elle produit des ravages dans la société française. Déjà, elle est parvenue à imposer sa rhétorique au sein même des forces progres-

sistes, comme une gangrène ».

Le texte, pensé et politique dès le départ, est apparu pour la première fois publiquement sur le site oumma.com (site qui diffuse les thèses de l'UOIF et des frères Ramadan). « L'Appel » a été lancé en janvier à l'initiative de mouvements musulmans comme le Collectif des musulmans de France (CMF), proche de Tariq Ramadan, signataire de la pétition. « L'Appel des indigènes » démarre étonnamment comme « une école pour tous ». Au départ, la logistique de l'UOIF puis, la sauce prise, les cycles trop marqués s'écartent après avoir placé des pions dans les comités, une manière discrète et efficace pour garder la main. Pour l'instant, une seule personne se vante d'être un des rédacteurs : Maître Alhacen Taleb. Cet avocat fait partie du bureau national du MRAP où il est chargé de la lutte contre le racisme anti-musulman. Au bureau national, il se déclare « musulman pratiquant » voulant livrer « un combat à mort » contre les islamophobes Cela fait un peu désordre pour une association laïque.*

Notre athéisme nous a évité hier de tomber dans les pièges d'« une école pour tous ».

Anarchistes, avons-nous si peu de combats à mener pour offrir du temps et de l'argent afin de permettre la justification de l'islam ? Cette communauté qui a été d'abord humiliée à l'époque coloniale, puis régulièrement roulée dans la farine depuis la fameuse « Marche pour l'égalité » des années 80, ne mérite-elle rien d'autre ?

Notre rôle est-il de concéder à ces « démunis » un nouvel instrument d'aliénation ? Peut-on parler de respect de liberté de culte ou de croyance quand il s'agit d'imposer un signe d'avilissement à des filles et à des femmes dans l'espace public ? Ces femmes ne sont-elles pas des victimes d'une double discrimination : le racisme d'une part et une idéologie patriarcale et obscurantiste d'autre part ? Celles qui les refusent, nombreuses, devons-nous les abandonner ?

Quel intérêt trouveront les exploités en jouant avec le communautarisme et la division ? **G. L.**



* Il est vrai que le secrétaire général, Mouloud Aounit dérape aussi souvent ces derniers temps, et cela contre l'avis de nombreux comités où il provoque des démissions en chaînes :

- Justification du port du voile à l'école.
- Déclaration, sur France 3, affirmant que « la liberté de blasphémer doit être condamnée avec la plus grande fermeté ».
- Déclaration, sur France 2, approuvant le droit de servir de la viande halal dans les cantines scolaires.
- Communiqués de justification du cortège « une école pour tous » qui torpille la manif des femmes.
- Condamnation du bureau municipal de Bagnolet (PC, PS et Verts) qui ne déroule pas le tapis rouge au film pyromane : Un racisme à peine voilé...

Le torpillage du droit social



Jacques Langlois

LES PARTISANS DU « OUI » au référendum sur le Traité constitutionnel européen veulent nous convaincre qu'il n'y a pas de liens entre celui-ci et la régression sociale. Un petit détour par les évolutions récentes du droit social français va rapidement nous démontrer le contraire. On remarquera que prises une par une, et pas au même moment, les décisions des autorités ne sont pas perceptibles comme extrêmement dangereuses. Il faut les juxtaposer et les étaler simultanément pour comprendre que la réaction libérale a tissé une toile d'araignée à laquelle rien ne peut échapper, par accumulation dans différents domaines apparemment disjoints. Le complot contre le salariat devient alors évident, bien qu'aucun journaliste ne se donne la peine de procéder aux recoupements qui le mettraient en évidence. Quant à penser que la prétendue Constitution européenne empêcherait cette stratégie, délibérée mais camouflée dans son ampleur et sa généralité, on ne peut que constater qu'en réalité elle sert de paravent. Les partisans du « oui » se gargarisent de la Charte des droits sociaux. Or, 13 pays sur 25 ont un droit social plus évolué que celui qu'elle édicte. Que va-t-elle permettre? L'alignement des 13 sur les 25!

En décembre 2002, un accord UNEDIC, passé grâce à l'entregent de la CFDT, augmentait le délai au bout duquel on touche les Assedic (délai de carence) de 2 à 3 mois, augmentait les cotisations salariales (3 % au lieu de 2,2), baissait les allocations chômage par raccourcissement des périodes d'indemnisation et augmentation des durées nécessaires à l'acquisition des droits. Cet accord a fait

faillite, au sens propre du terme, et on peut s'attendre à un nouvel assaut patronal contre ce qui reste de l'assurance-chômage. Cet accord était accompagné par une décision gouvernementale qui réduisait copieusement les droits à l'ASS (allocation spéciale de solidarité versée par l'État aux exclus de l'assurance chômage). Parallèlement, ANPE et Assedic commençaient la chasse aux « faux chômeurs » sur la base du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) et du PAP (plan d'aide personnalisé) exigés par l'accord UNEDIC. Sur ces entrefaites, le gouvernement remplaçait le RMI par le RMA (revenu minimum d'activité). Ce RMA avait pour caractéristique proprement scandaleuse de ne pas entraîner de cotisations sociales (chômage, maladie, retraites), ni donc d'indemnisation, pour les titulaires. En 2003, les retraites étaient proprement torpillées (sujet déjà traité). Fin 2004, Douste-bla-bla en rajoutait une louche et continuait d'écarter l'assurance-maladie (déjà bien atteinte en 2003, sujet déjà vu) dans la vieille stratégie des petits pas sans retour pour lancer un mouvement devenant peu à peu inéluctable de privatisation. Les premiers résultats des plans de sauvetage de la Sécu étant minables (11,9 milliards de déficit en 2004 au lieu de 10,2 en 2003), on peut se demander si sa casse n'est pas délibérément organisée pour justifier, finalement, sa mise au rencart définitive à plus long terme.

Comme il n'y a pas de petits profits, en 2004, les allocations logement (y compris pour les étudiants) étaient réévaluées en dessous de l'inflation générale, qui est elle-même



très inférieure à celle des loyers et des prix de l'immobilier liée à l'insuffisance chronique de l'investissement dans le logement social et au phénomène des « ventes à la découpe » des immeubles rachetés par des fonds de pension américains ou des spéculateurs. Une disposition fiscale subreptice avait facilité le phénomène en exonérant les sociétés immobilières d'une forte part des plus-values de leurs ventes d'immeubles. Par pure mesquinerie, les allocations logement inférieures à 24 euros par mois (15 avant) étaient supprimées (soit 288 euros par an de moins pour les foyers très modestes). Les frais de garde des enfants ne venaient plus en diminution des plafonds d'attribution des dites AL. De même, l'abattement pour familles modestes aux deux époux travaillant était supprimé, comme le mois d'allocation supplémentaire versé aux nouveaux chômeurs. Par ces mesures d'économies de bouts de chandelle, le gouvernement sortait 200 millions d'euros de l'aide sociale sur le thème bien connu de la réduction de la fracture sociale, thème récemment revisité par le nouveau papiste Chiracos.

La loi socialiste (2001) dite de modernisation sociale a été rapidement suspendue par la nouvelle majorité élue en 2002 sur le thème de l'insécurité. Cette loi introduisait des « contraintes insupportables » dans les licenciements collectifs, de même que dans le rôle du comité d'entreprise en ce qui concerne la gestion et l'évolution des entreprises afin d'anticiper les plans sociaux. À la place, un accord a été signé entre syndicats et Medef sur la formation professionnelle continue (FPC) au très modeste coût de plus 0,2 % pour le patronat.

Les lois Fillon de 2003 remanient profondément le Code du travail, notamment sur les contingents d'heures supplémentaires (180 au lieu de 120 par an, ce qui commençait de briser les 35 heures). Les lois Fillon fichent en l'air la hiérarchie des normes qui voulaient que les conventions collectives de branche ou les accords interprofessionnels s'imposent aux accords d'entreprise. Des accords dits « de méthode » permettent aux entreprises de shunter les comités d'entreprise (CE) au profit d'une négociation entre patrons et syndicats locaux ou personnes « mandatées » en cas d'absence de sections syndicales dans l'entreprise. Elles facilitent le marchandage (pourrait un délit) de main-d'œuvre. Elles passent l'obligation d'un plan de sauvegarde de l'emploi à 20 licenciements (au lieu de 10 dans la loi sociale). Elles réduisent le droit du CE à faire appel à un expert comptable indépendant. Elles introduisent le « titre emploi simplifié » qui supprime, comme les chèques service, tous les papiers nécessaires à une embauche classique. Contrairement à la jurisprudence (les juges viennent d'être traités d'ayatollahs du droit du travail et d'être accusés de faire une interprétation « salafiste » de celui-ci par un ministruc de Raffarien!), ces lois interdisent la réintégration des licenciés

suite à une annulation de plan social par un tribunal. La seule chose positive était que les accords sociaux devaient être signés par des syndicats représentant au moins la moitié du personnel. On a rapidement vu la bonne foi de cette disposition: les accords EDF-GDF sur les retraites et la réforme de la mutuelle n'ayant été refusés que par des syndicats très largement majoritaires, le gouvernement en a imposé le contenu par décrets! Mais peut-être que les confédérations ne sont pas si mécontentes que cela: en effet, les vieux critères de la représentativité ont été maintenus afin d'exclure Sud, l'UNSA, etc.

Le SMIC est de nouveau indexé sur l'inflation (comme le vieux SMIG, salaire minimum interprofessionnel garanti alors que le « C » de SMIC signifie croissance), alors que le gouvernement fait truquer les statistiques d'évolution des prix et des salaires. Les allègements de cotisations patronales (jusqu'à 1,6 fois le SMIC au lieu de 1,3) sont désormais calculés à partir du taux horaire, et non de celui de la durée mensuelle du travail, ce qui facilite la progression du temps partiel. Passer de 1,3 à 1,6 le plafond d'allègement des charges sociales pousse encore plus les patrons à ne pas dépasser le salaire plafond, y compris pour les embauches de diplômés. Rappelons que le nombre de salariés payés en dessous du plafond de 1,3 était passé de 20 % en 1990 à 25 % en 2000! La définition du temps partiel a été assouplie, de même que le décompte des travailleurs temporaires afin de les exclure des effectifs pris en compte dans les organismes de représentation du personnel, notamment en CHS-CT. Les seuils du droit du travail (notamment pour disposer d'organismes de représentation) sont ainsi devenus plus aisément contournables. Le registre des observations et mises en demeure est supprimé afin de casser les droits d'alerte et de retrait des salariés en cas de situation dangereuse. L'enquête de l'Inspection du travail en cas de mort d'homme ou d'incapacité permanente et totale a été supprimée au profit de l'enquête administrative de la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie où siègent les patrons...). En l'absence d'une enquête indépendante, se trouve de plus violé un principe fondamental du droit français, à savoir le débat contradictoire. Les prestations de la médecine du travail ont été amenuisées: augmentation des vacations de 2 200 à 3 500 pour chaque toubib et passage de la visite tous les deux ans au lieu de tous les ans! Le rôle des médecins du travail est en train, aussi, de changer en ce qui concerne la détection des maladies professionnelles et les recommandations en matière d'hygiène, de sécurité et d'organisation du travail. C'étaient des empêcheurs de tourner en rond, et le but est donc de faire d'eux de sages auxiliaires des patrons. Il est vrai que les coûts de la sécurité et de la précaution (pourrait le principe y a été inscrit dans la Constitution française!) sont des handicaps dans la course généralisée à la compétitivité. Une fois de plus, on observe



qu'une loi et même un principe constitutionnel ne servent qu'à couvrir des pratiques contraires, avec le résultat que plus il y a de lois séduisantes sur le papier, moins le salariat et le citoyen sont protégés.

Et, en outre, restent encore dans les cartons des projets encore plus dangereux. M. de Virville (DRH et DG adjoint chez Renault) nous soigne. Son projet prévoit la fusion de toutes les instances de représentation du personnel en un organe unique. Voilà qui diminuera le nombre de syndicalistes et d'heures de délégations et interdira une approche détaillée des problèmes au profit d'une expertise globale dont les syndicalistes n'ont guère les compétences (rappelons qu'on leur interdit maintenant l'appel à des experts extérieurs).

Continuons. Réduction du pouvoir de saine des tribunaux par les salariés et les syndicats. Restriction des pouvoirs des juges en ce qui concerne les incidences pénales des contentieux du travail, ce qui fait voler en éclat le vieux principe juridique selon lequel « le pénal tient le civil ». Par exemple, on ne pourra plus se servir du délit pénal de prêt illégal de main-d'œuvre pour aider à requalifier des contrats de sous-traitance en contrats de travail. C'est, comme déjà évoqué, la non-rétroactivité des décisions de licenciement collectif suite à annulation de plan social invalidée. Des bribes de de Virville sont donc déjà passées dans le droit social.

Opposabilité des résultats de la négociation collective (y compris la décentralisée dans les boîtes suivant les « accords de méthode ») aux contrats individuels antérieurs, ce qui revient à rendre lesdits accords rétroactifs et à éradiquer la notion même de contrat qui, pourtant, fait les choux gras du libéralisme. Autre principe juridique violé celui de non-rétroactivité des textes.

Observons que ce principe est tantôt respecté, quand c'est en faveur des patrons, et tantôt nié quand c'est le contraire, ce qui fait que ce n'est plus un principe. Institutionnalisation du salarié mandaté pour négocier des accords, mandatement obscur et tendant à se substituer aux syndicats. Réduction des possibilités de requalification des contrats de service pour une seule entreprise (souvent un ex-employé licencié) en CDI. Développement des contrats purement individuels, joliment baptisés de « gré à gré ». Possibilité de modifier unilatéralement, ce type de contrat. Licenciement par « consentement mutuel », ce qui conserve au partant (muni d'une indemnité négociée et sans doute inférieure aux indemnités de licenciement) ses droits aux Assedic, donc au détriment de l'assurance-chômage qui ne couvre pas les démissions. Contrats « dits de mission » pour cinq ans prétendument pour conduite de projets par des ingénieurs ou techniciens. Cela transformera tout peu à peu en CDD faisant ainsi disparaître la législation du CDD (missions temporaires, saisonnières, pour remplacement d'un malade

ou d'une femme enceinte). Et, *horresco referens* à l'heure où on ne parle plus que de dialogue social, possibilité de modifier le droit du travail par ordonnances, c'est-à-dire sans passer devant le parlement qui est censé voter des lois après débat.

La casse continue avec la loi Borloo de « cohésion sociale » (fin 2004). Le contingent « d'heures sup » est porté à 220. Elles sont mises dans un compte d'épargne-temps remboursable en argent au lieu de temps de repos ou de loisir. Est ouverte la possibilité de « négocier » son temps de travail entre le patron tout-puissant et le salarié menacé par le chômage! Les PMI-PME continuent de ne payer que 10 % de plus les heures supplémentaires rémunérées autrefois plus 25 %.

Travailler plus pour gagner plus est pourtant le slogan en vogue au Medef et au gouvernement. M. Raffarien avait réduit à quia les contrats aidés (CES, CEC, CIE); on aura désormais les contrats d'insertion au revenu minimum d'activité (secteur marchand, au SMIC pour 20 heures à 420 euros par mois et enfin munis de droits à protection sociale) et les « contrats d'avenir » (secteur public).

Comme d'habitude, rien, en fin de contrat, n'empêche l'employeur de faire appel à un remplaçant, ce qui brise la notion même de CDD et de travail temporaire. Qui plus est le CI-RMA n'est pas assorti d'une obligation de formation. Les CES et CEC sont fusionnés dans un « contrat d'accompagnement vers l'emploi » (2 ans, 20 à 35 heures, SMIC et formation). Création du « PACTE » pour préparer des jeunes à accéder à un emploi dans le secteur public à partir de 2006 pour remplacer les fonctionnaires partant en retraite (Parcours d'accès à la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État, formation en alternance.)

Le gouvernement vise la création de 500 000 emplois de services de proximité rémunérés par chèque-service et munis d'un « statut » et ouvrant droit à des réductions d'impôts pour les employeurs. On notera que, contrairement au Danemark, ces emplois de service ne sont pas gérés par des institutions publiques et qu'ils ne visent qu'à solvabiliser la demande privée au profit des seules personnes payant déjà des impôts conséquents sur leurs revenus. Au Danemark, ces emplois sont qualifiés, professionnalisés, correctement payés et publics. Un point positif, la possibilité de conventions de reclassement, liée à de la formation, mais dont le patronat ne veut guère.

Borloo a intégré les propositions du rapport Marimbert en regroupant les Assedic et les ANPE dans des « maisons de l'emploi » et en instaurant pour un chômeur l'obligation d'accepter le troisième emploi proposé, fût-il moins payé, éloigné et moins qualifié. Par ailleurs, il autorise la mise en concurrence du service public de l'emploi avec des boîtes de placement, ce qui remet en service la vente de main-d'œuvre interdite par la troisième République. CQFD. On voit que la Constitution européenne n'y est pour rien...

J. L.





Photos : Emmanuelle Petitjean.

Putain d'usine

de Jean-Pierre Levaray

La compagnie Action discrète présente une lecture mise en musique d'extraits du livre de Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine* (L'Insomniaque), par Valérie Lavollé, lecture, chant, et Alain Brühl, mise en musique, saxophone, percussions ménagères, guimbarde, flûte harmonique, chant. Un spectacle acoustique d'une durée d'une heure.

Quand j'ai lu *Putain d'usine*, j'ai été touché par la familiarité de ce que disait Jean-Pierre Levaray pour quiconque a navigué pas mal dans différents boulots salariés. Qui a essayé, au-delà de l'aliénation du quotidien au travail, de se trouver des moments à soi volés au salariat, des moments de rire, de partage avec les collègues de boulot, ces petites pousses de subversion qui permettent de tenir, et ces ruptures que sont les grèves dures, avec occupation, jusqu'à partir, enfin, viré ou démissionnaire.

Tout ça raconté sans langue de bois, avec ses interrogations, ses doutes. Dois-je rester pour continuer à lutter? Dois-je démissionner pour fuir tout ça, et vivre enfin? Est-ce qu'en fin de compte je ne manque pas tout simplement de courage pour quitter le salariat? Tout en sachant qu'on retombe dedans à un moment ou à un autre tant que cette société reste ce qu'elle est. Quand nous l'avons présenté pour la première fois à Limoges, nous avons été très touchés par les réactions du public, composé en partie de personnes âgées, anciennes, anciens, ouvrières, ouvriers d'usines, de porcelaine ou autres, maintenant fermées pour la plupart. Ils se sont retrouvés dans le texte. Nous les entendions acquiescer aux extraits du récit qui décrivent le « véritable rêve des ouvriers qui est de ne plus travailler », la perte de la notion d'« amour du travail ». Nous les sentions vibrer sur les passages concernant « la grève ». Ça a été très émouvant pour nous. Très encourageant aussi pour continuer à défendre, à propager ce texte, à réhabiliter la littérature ouvrière, à réaffirmer son histoire faite de souffrances mais aussi de joies, de luttas, de vie. Histoire plus que jamais d'actualité. Après tout, il n'y a jamais eu autant d'ouvriers dans le monde, et la plupart des boulots se prolifèrent. Chacun qui bosse, ou qui a un tant soit peu bossé, ne peut qu'être sensible à ce que raconte ce livre. Une convergence explosive peut se faire, et c'est notre façon, modeste, d'y participer, de la construire.

Alain Brühl

Prochaines représentations :

Dimanches 1^{er} mai et 29 mai, à 20 heures à L'Oscar Café 8, rue Vicq-d'Azir, Paris X^e, tél.: 01 48 57 18 29
M^o Colonel-Fabien, Goncourt. Entrée libre.

Mercredi 8 juin à L'Oncle Benz, 1, rue de Campo-Formio, Paris XII^e, à 22 heures. On y mange avant.



Valérie Lavollé : bibliothécaire, comédienne.

« NE TRAVAILLEZ JAMAIS ! » Tous les jours pareils. J'arrive au boulot (même pas le travail, le boulot) et ça me tombe dessus, comme une vague de désespoir, comme un suicide, comme une petite mort, comme la brûlure de la balle sur la tempe. Un travail trop connu, une salle de contrôle écrasée sous les néons – et des collègues que, certains jours, on a pas envie de retrouver. Même pas le courage de chercher un autre emploi. Trop tard. J'ai tenté jadis, j'aurai pu faire infirmier à l'HP, prof de lycée technique, et puis non, manque de courage pour changer de vie. Ce travail ne m'a jamais satisfait, pourtant je ne me vois plus apprendre à faire autre chose, d'autres gestes. On fait avec, mais on ne s'habitue pas. Je dis « on » et pas « je » parce que je ne suis pas seul à avoir cet état d'esprit : on en est tous là. On en arrive à souhaiter que la boîte ferme. Oui, qu'elle délocalise, qu'elle restructure, qu'elle augmente sa productivité, qu'elle baisse ses coups fixes. Arrêtez quoi. Qu'il n'y ait plus ce travail, qu'on soit libres. Libres, mais avec d'autres soucis. [...]

AU TROISIÈME VERRE, ce n'est plus la même discussion. On ne parle plus du travail, on parle plutôt de la vie, de ce qu'on a raté, de ce qu'on voudrait faire. Je ne sais pas si le début d'ébriété généré par l'alcool rapproche du tangage ou du roulis en mer, mais ceux qui parlent le plus dans ces moments-là ont souvent un rapport avec la mer. Soit ils ont un bateau et partent en mer dès qu'un repos se présente, soit ils ont été marins.

Ce n'est pas tant qu'on soit alcooliques, même si certains ne crachent pas sur la bouteille, non : l'apéro se trouve être le moment rassembleur, le moment où on se retrouve entre nous, le moment de convivialité. [...]

ILS SONT NOMBREUX LES COPAINS, les collègues, qui n'atteignent pas la retraite. Mumu, qui avait été embauché pour faire des démarrages d'ateliers à l'étranger et qui n'avait pas réussi à s'adapter à une vie plus sédentaire : cancer. Dédé : cancer ; J.-P. : cancer ; Elvis était venu me voir le matin même, il était en sueur, rouge de



Alain Brühl : ouvrier du Livre, musicien.

Contact :
Compagnie Action discrète,
67, rue Olivier-Métra,
75020 Paris
Téléphone : 01 40 33 02 65
Courriel : al2bru@club-internet.fr

teint et avait du mal à s'exprimer. Deux heures plus tard, on le retrouvait mort sous la douche : rupture d'anévrisme... Pour les uns, c'est l'estomac qui se détraque, pour d'autres le cœur, le dos qui devient fragile, les artères qui se bouchent, le sommeil qui n'est plus qu'un vague souvenir... La liste de nos maux est longue. [...]

DANS UN ATELIER où je me trouvais, les postes organiques devaient être supprimés : nous étions remplacés par du matériel de régulation sophistiqué et des caméras vidéo. Nous savions tous que nous serions reclassés sur d'autres ateliers et nous ne nous bilions pas. Les derniers mois dans cet atelier ont été lumineux, nous étions les maîtres à bord, et la hiérarchie ne pouvait rien nous dire. J'en profitais pour sortir de l'usine, me promener sur les bords de la Seine, j'allais avec un copain faire des photos de nuit de l'usine. Ignatio ramenait du shit. Une fois, dans une autre équipe, un collègue avait ramené, cachée à l'arrière de sa voiture, une fille, ainsi que des bouteilles d'alcool, pour faire la fête.

Évidemment ces histoires n'ont qu'un temps et restent de vieilles histoires. [...]

J'ÉCRIS SUR CES MOMENTS où on prend du temps au patron, où on tente quelques minutes de se réapproprier un bout de notre vie sur le salariat, pourtant c'est pas toujours comme ça. Je vous dis pas, mais quand on bosse vraiment, c'est pas une partie de plaisir. Et qu'on ne nous parle pas « d'amour du travail », il y a longtemps que cette « étrange folie » nous a quittés. C'est le salaire qui fait tenir, un point c'est tout. [...]

DIRE NON, c'est jubilatoire. C'est une façon de retrouver un peu de soi-même, un peu de fierté qu'on a perdue en acceptant le salariat. Comme si, pour quelques jours, on prenait nos vies vraiment en main. Ces grèves éclatent souvent au bout d'un long cheminement : une demande accrue de travail, des heures supplémentaires en pagaille, des congés payés qu'on ne peut pas prendre, un chef de service qui vous prend pour des cons, ou même un mélange de tout ça.

Limoges 1905-2005

Les voix de la colère ont résonné fort et longtemps le samedi 16 avril à Limoges, dans cette salle de l'Union, haut lieu des grandes manifestations ouvrières du début du XX^e siècle où se sont affrontés en débats parfois houleux des orateurs de renom. Ce sont donc les fantômes de Jaurès et de Sébastien Faure qui nous ont accompagnés tout au long de cette journée où, à l'occasion du centenaire des grandes grèves d'avril 1905 qui ont mis la ville en état de siège (voir *Le Monde libertaire*, n° 1393), Mémoire à vif a célébré l'événement à sa manière.

En ces temps difficiles où on nous somme de rentrer dans le rang, nous avons fait acte de résistance en donnant la parole à ceux qui disent non. Non aux salaires de misère, au Code du travail bafoué, à la ségrégation raciale, à la répression antisyndicale, avec Latifa Abed du réseau Stop précarité. Non au travail qui nous détruit physiquement et moralement pour mieux endormir notre révolte, avec la lecture musicale, inventive, drôle et émouvante de Putain d'usine par Alain Brühl et Valérie Lavollé. Non à ceux qui nous manipulent, nous harcèlent, nous brisent, nous délocalisent, avec ces voix venues parfois de très loin, témoignages de militants des combats d'hier qui ont été de toutes les barricades. À ces cris de colère, ont répondu les chants de lutte et d'espoir de la Chorale des résistances sociales et de Dominique Grange qui, au final, nous a montré le chemin de l'utopie. Ils étaient quelque cent cinquante à être venus l'écouter. Certains, les plus anciens, pour la nostalgie, reprenant en cœur les Nouveaux Partisans ou la Makhovchina. Mais les jeunes aussi ont applaudi fort et levé un poing rageur à la Voix des prisons et à Grève illimitée, magistrale réplique à ceux qui veulent nous faire taire.

Danièle
pour Mémoire à vif

Le livre de Jean-Pierre Levaray a aussi inspiré une pièce de théâtre adaptée, mise en scène et jouée par la troupe des Papiers froissés. Les groupes de la banlieue sud parisienne vous invitent à venir la voir le samedi 28, le dimanche 29 à l'Espace Louise-Michel et le lundi 30 mai au Forum Léo-Ferré. Informations et réservations au 01 48 05 34 08

Une autre foi en crise : le progrès

Luce Fabbri (1908-2000) est la fille de l'anarchiste italien Luigi Fabbri. Exilée en Uruguay où elle fuit le fascisme, elle devient professeur de littérature à l'université de Montevideo. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages (sur Machiavel, Élisée Reclus, etc.), brochures, articles (sur l'anarchisme, le fascisme). Cet article fut initialement publié dans *Opción libertaria*, n° 26, Montevideo, 1996. La traduction se base sur le texte de Luce Fabbri, *La libertad entre la Historia y la utopía*, édition publiée sous la responsabilité de Sonya Torres Planels et d'Antonia Fontanillas Borrás (1998, 145 p.).

Luce Fabbri

À LA FIN DE CE SECOND MILLENAIRE, dans notre monde sans cesse en évolution, il faut se recycler régulièrement et à intervalles toujours plus courts, pour ne pas se débattre inutilement dans un contexte abstrait. Si les fins et l'esprit demeurent les mêmes, le langage et les moyens, en revanche, pour avancer et se faire entendre doivent changer. Car la réalité dans laquelle nous devons évoluer et les personnes à qui nous nous adressons se trouvent dans un processus continu et accéléré de transformations successives, plus intense que jamais dans toute l'histoire.

Cela fait déjà longtemps que l'on parle d'« actualisation » de l'anarchisme, et quelques tentatives ont été menées dans cette direction. Dans certains pays même, il a déjà été fait beaucoup et de manière sérieuse. En Amérique latine, c'est un peu différent: nous sommes prisonniers de nos gloires passées, quand La FORA argentine monopolisait le mouvement ouvrier et quand le 1^{er} mai était, dans la conscience de tous, la commémoration douloureuse et enthousiaste de la mort des « martyrs de Chicago », avant qu'il ne se transforme en une journée routinière de congé et de meeting.

Il ne s'agit pas de rénovations totales, car nous n'en avons pas besoin. Il s'agit d'observer sans a priori la réalité, pour mesurer les dangers et les possibilités, et découvrir de nouveaux chemins. Il y a des mots, que la gauche utilise toujours régulièrement, mais qui, aujourd'hui, sont en crise tout comme les concepts leur correspondant. Parmi ces concepts, le plus important, parce que nous sommes habitués à voir en lui l'un des axes autour duquel s'articule l'espoir, est sûrement celui de « progrès ».

Pour le moins, depuis deux siècles, je dirais à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'époque des Lumières, il existe une sorte d'accord général sur la signification et la portée de ce mot. L'espèce humaine – pensait-on alors – grâce à la raison et, en particulier, à une de ses applications, la science, dont les connaissances sont cumulatives, améliore indéfiniment, à travers le temps, sa compréhension du monde et ses conditions matérielles de vie, en soumet-

tant toujours plus les forces de la nature et en les transformant en instruments à son service. Il y en a bien quelques-uns qui ont signalé « les dangers du progrès », mais sur la nature même du progrès, sur son aspect positif et sa continuité comme caractéristique de la civilisation, le consensus était général.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'opinion générale considérait aussi que la société s'acheminait vers des formes démocratiques toujours plus avancées. Le mot « progressiste » est devenu synonyme de « militant de gauche », en opposition à « réactionnaire ».

En réalité, depuis peu de temps, un ensemble de transformations dans le monde qui nous entoure nous oblige à nous interroger sur la notion de progrès et à définir quels changements constituent un progrès et quels autres non. Et, bien évidemment, ce qui se révèle être un progrès pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres.

La fracture est apparue dans nos relations avec la nature et se révèle être particulièrement grave. Dans son enfance, l'humanité, pauvre rassemblement de faibles créatures, avait dû lutter contre la nature pour survivre, et grâce à son intelligence, était parvenue à la dominer. C'était l'orgueil du début de ce XX^e siècle moribond. La droite et la gauche élevaient des hymnes à la science qui avait rendu possible ce miracle.

Aujourd'hui, l'enthousiasme est retombé. Certaines de ses prétendues avancées sont à l'origine de tels reculs et certaines autres présentent de tels dangers qu'elles effacent complètement l'idée, auparavant monolithique, de progrès, liée à l'accumulation continue des connaissances.

Le choc produit chez les scientifiques par l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, fut tel que l'un d'eux, le mathématicien Beppo Levi, alla jusqu'à proposer la fermeture, durant un demi-siècle, de tous les laboratoires de recherche scientifique.

Naturellement, les laboratoires ne furent pas fermés et, aujourd'hui, tous les États veulent posséder leur réserve de bombes atomiques, ou tout du moins, avoir la possibilité



de les fabriquer en cas de nécessité, et les grandes puissances poursuivent le perfectionnement, à travers de dangereuses expérimentations, de leur pouvoir de destruction, pendant que les déchets s'accumulent, menaçant la vie de nos petits-enfants.

Le néolibéralisme économique tout-puissant recherche la « rentabilité » immédiate du capital et considère comme progrès tout ce qui peut augmenter le profit. Le marché, de par sa nature, ne se préoccupe pas de ce qui peut arriver demain, en effet, il n'a pas d'enfants.

Dans ces conditions, il semble indispensable de maintenir la recherche scientifique le plus loin possible du marché, ce qui est très difficile, car il s'agit d'activités extrêmement coûteuses; ainsi les universités (dont l'indépendance est techniquement possible) n'ont pas les moyens suffisants, alors que l'État – qui lui non plus n'a pas d'enfants – ne finance sérieusement que les recherches liées à l'armement (La fission nucléaire fut permise pendant et grâce à la guerre. Les canons – disait Hitler – sont plus importants que le beurre).

Au début du siècle, les anarchistes partageaient cet enthousiasme général pour la science. Kropotkine soutenait, dans son livre *la Science moderne et l'Anarchie*, que l'aspiration à une société organisée d'en bas, sans autorité, et basée sur la solidarité n'était que le reflet de l'harmonie spontanée qui règne dans la nature, harmonie que la science reconnaît et étudie.

Contre cet optimisme, qui était celui de l'époque, s'éleva la voix de Malatesta, qui affirmait que cette aspiration ne provenait pas de faits scientifiquement prouvés, mais de la volonté de l'être humain, poussé par l'amour des autres et le besoin de liberté. Tout progrès dans ce sens est donc le résultat, non d'un ordre naturel, mais de l'activité consciente et responsable, et il peut être suivi d'un recul, si une volonté contraire l'emporte.

Le progrès n'est donc pas quelque chose qui existe indépendamment de nous, mais quelque chose qui existe si, jour après jour, nous le construisons. Ce réalisme, apparemment simpliste, mais qui rend à l'espèce humaine la dignité d'être le propre acteur de son histoire, nous permet aujourd'hui, à nous les anarchistes, d'affronter dans de meilleures conditions la crise que traverse actuellement toute doctrine « scientifique » et l'idée même de progrès, exploitée si abondamment par la rhétorique de la gauche.

Mais il est nécessaire également pour nous de prendre conscience de cette crise, produit de la séparation entre « connaissance » et « progrès », pour surveiller notre discours et affiner notre esprit critique, évitant ainsi autant la tentation d'une idéalisation de la vie primitive, que l'exaltation facile, confuse et habituelle des formidables avancées scientifiques et de leurs applications techniques propres.

Traduction: Thierry Libertad

États-Unis

Contre le recrutement militaire

Carol Lang a été arrêtée, ainsi que trois autres personnes, sur le campus de l'université publique de la ville de New York pour avoir participé à une manifestation de protestation contre la présence de recruteurs de l'armée américaine. Elle est depuis suspendue sans salaire de son poste d'employée de l'université et risque le licenciement. Voici son témoignage et ses réflexions.



Carol Lang

IL EST DEVENU DE PLUS EN PLUS CLAIR aux yeux des Américains, et surtout de la classe ouvrière, que la guerre en Irak non seulement reposait dès le départ sur un mensonge, mais que la liberté des Irakiens n'a rien à voir avec les raisons qui font que les soldats américains occupent le pays. Il apparaît aussi de plus en plus évident que les attaques que subissent les Irakiens s'accompagnent d'attaques contre la classe ouvrière américaine. Toutes sortes de filets sociaux de sécurité ont été ou bien éliminés ou lentement grignotés, si bien que les salaires ont baissé considérablement, tandis que les riches ne cessent de s'enrichir. Pendant qu'on leur accorde plusieurs milliards de baisses d'impôt, les pauvres sont expulsés de leurs logements parce qu'ils n'arrivent pas à payer leur loyer. Et, comme de bien entendu, ce sont les gens de couleur qui souffrent le plus de cet état de choses.

Ceux qui manifestent le plus clairement leur défiance envers le système, ce sont les jeunes, soit qu'ils refusent de s'engager dans l'armée, soit qu'ils manifestent contre les militaires lorsqu'ils pénètrent sur les campus. Cela se produit un peu partout aux États-Unis, avec des succès divers. À San Francisco, des centaines d'étudiants ont occupé un immeuble où les recruteurs de l'armée étaient logés, les obligeant à quitter les lieux plus tôt que prévu. D'autres cas se sont produits ailleurs, mais c'est New York qui a connu les événements les plus significatifs: plusieurs campagnes y ont

été organisées contre le recrutement militaire. Le 29 mars, un certain nombre d'étudiants de Columbia University ont fait une journée de grève pour manifester leur opposition à la guerre. Dans un « community college » (université publique de premier degré), les protestations des étudiants ont contraint les autorités à renoncer à leur projet de création d'un département « Défense de la patrie », destiné à recruter des étudiants susceptibles de faire carrière dans les services secrets. Dans un autre, des recruteurs de l'armée ont été boutés dehors. Comme le nombre d'enrôlés volontaires baisse de façon significative, la classe dirigeante (républicains et démocrates confondus) craint de manquer de chair à canon pour soutenir ses desseins impérialistes dans le monde.

C'est ce qui explique que non seulement la répression policière s'intensifie – on voit tous les jours des hélicoptères gouvernementaux nous survoler – mais aussi que les administrations des universités aient abandonné leur façade libérale et adopté une attitude plus militariste, et moins tolérante envers les formes de contestation. Les étudiants de couleur, qui sont nombreux à l'université de la ville de New York, auraient pu, avant que la guerre éclate, être amenés à accepter de signer un contrat avec l'armée pour payer leurs études. Or le nombre des recrues baisse, ce qui traduit la montée d'un sentiment de dégoût parmi la classe travailleuse. Les administrations



des universités sont donc amenées à présenter les offres de l'armée comme un choix de carrière comme un autre, pour pouvoir fournir la chair à canon dont la classe dirigeante américaine a besoin pour mener ses aventures impérialistes.

Mais la contestation s'amplifie, contre la guerre et plus encore contre le recrutement, et c'est probablement sur cette question que la mobilisation des jeunes de la classe travailleuse va se déclencher. Jusqu'à il y a quelques semaines, rien de significatif ne semblait se passer aux États-Unis. Mais l'administration du City College à New York vient d'apporter la preuve, malgré elle, que, sous cette apparence de calme, il y avait une forte dissidence. En s'en prenant à une manifestation de vingt personnes qui protestaient contre des recruteurs militaires tentant de s'insérer dans une « foire de l'emploi » où ils faisaient passer l'armée pour un employeur comme un autre, elle a déclenché un sentiment d'indignation resté jusque-là latent.

La manifestation a été attaquée par la police du campus. Deux personnes ont été blessées, trois autres arrêtées sur-le-champ, et moi-même, qui suis employée de l'université, j'ai été arrêtée deux jours plus tard à mon bureau : quatre policiers en civil se sont présentés en disant qu'ils voulaient me poser quelques questions, puis, une fois à l'extérieur du bâtiment, ils m'ont passé les menottes, embarquée dans leur voiture et emmenée au poste de police le plus proche. Nous n'avions fait que crier : « US hors d'Irak, recruteurs hors du campus ! », mais la présence policière massive est évidemment le pendant des lois draconiennes comme le Patriot Act qui sont passées après le 11 septembre.

En tant que révolutionnaire, je suis allé à des milliers de manifestations où j'ai eu l'oc-

casation d'observer les sales méthodes de la police, je n'aurais donc pas dû être surprise de ce qui m'est arrivé après mon arrestation. Et, pourtant, bien que tout cela ait été prévisible, j'ai pris plus nettement conscience de la répression policière après avoir vécu ces événements qui m'ont impliquée directement. Et je sais que le souvenir des personnes que j'ai rencontrées en prison va rester à jamais gravé dans ma mémoire.

Un bref récit de ce qui m'est arrivé : on m'a arrêtée, en disant qu'on m'emmenait au bureau de la sécurité, et je n'ai donc pas été autorisée à appeler un avocat. Quand finalement l'avocat qu'une amie était allée chercher est arrivé, les flics m'ont dit qu'il n'était pas là et à lui ils ont raconté que je ne voulais pas d'avocat et qu'il ferait mieux de rentrer chez lui. Il a attendu et, au bout d'une heure et demie, ils ont cédé et l'ont autorisé à me voir quelques minutes. Cinq heures plus tard, les papiers étaient remplis et ils m'ont envoyée au dépôt, où j'ai passé trente heures car la police refusait d'envoyer mes empreintes à la capitale de l'État de New York, démarche nécessaire pour obtenir un extrait de mon casier judiciaire (l'absence de cet extrait les autorisait à prolonger mon séjour en détention). C'est encore une fois l'insistance de mon avocat qui les a contraints au bout du compte à le faire.

Il s'est passé beaucoup de choses pendant le temps de mon incarcération, mais c'est le comportement, de fait ou revendiqué, de la police qui m'a le plus bouleversée. Non seulement on vous ôte toute liberté puisque la porte de la prison est inviolable, mais l'on vous fait sentir tout le poids de la machine de l'État. La solidarité entre femmes a eu une grande importance pour nous toutes, c'est elle qui nous a aidées à tenir le coup dans cette épreuve. Je précise que les femmes qui étaient en prison avec moi étaient pour la plupart non violentes, et que celles qui avaient été arrêtées dans des bagarres se sont réconciliées en prison. Nous n'avons cessé de plaisanter sur le fait que les assassins étaient dehors et nous dedans.

Il est devenu de plus en plus évident que l'État veut criminaliser tout le monde. J'ai vu des gens en prison pour des crimes aussi affreux que d'avoir fumé des cigarettes dans la gare de Grand Central, fumé un joint ou sauté par-dessus un tourniquet. Toutes les femmes que j'ai rencontrées pendant mes trente heures de détention avaient commis un délit sans vio-

lence ou avaient été elles-mêmes victimes d'une forme ou une autre de violence.

La police s'est montrée dans le meilleur des cas hostile, et parfois terrifiante. Ils parlaient de nous comme de bêtes et nous traitaient comme telles. Nous étions seize dans la cellule, et devions partager trois matelas. Plusieurs femmes dormaient à même le sol ou sur des bancs très étroits. Si la cellule a bien été balayée deux fois pendant mon séjour, j'ai dû insister pour que l'on nettoie les toilettes qui s'y trouvaient (le mécanisme de la chasse d'eau était fait de telle manière qu'on ne pouvait s'en servir). Tout était arrangé pour faire comprendre aux prisonnières qu'elles ne méritaient pas d'être traitées décentement. On nous a donné à manger des semblants de sandwiches dont le pain était dur et, moi qui suis végétarienne, j'ai eu le choix entre du pain dur et ce qui m'a semblé être un genre de beurre de cacahuète. Et les flics se plaignaient qu'ils en faisaient encore trop pour moi...

La plupart des prisonnières étaient noires, et bien sûr les conversations évoluaient généralement dans un sens politique, même si, au moins une fois, elles ont oscillé toute la nuit entre la politique et la religion. Certaines femmes racontaient qu'elles craignaient pour leurs enfants qu'elles avaient dû laisser seuls. Et elles avaient toutes bien conscience de l'ironie de la situation qui fait qu'on nous met sous les verrous avec l'argent de nos impôts.

En prison, on comprend pourquoi le système carcéral est l'industrie qui croît le plus rapidement aux États-Unis. Toute tentative de véritable contestation est traitée par la force, une force terrible. Cette expérience m'a fait sentir à quel point le gouvernement tient à criminaliser la population : en l'amenant à supporter dès maintenant un surcroît de présence policière, il espère pouvoir contrôler l'explosion de la classe travailleuse qu'il redoute et que rendent inévitables les attaques permanentes qu'elle subit. Face à la diminution du budget social et à l'intensification des interventions impérialistes musclées, il n'y aura que deux réponses : plus d'argent pour les forces de répression, ou un séjour en Irak.

Mon incarcération a eu sur moi un impact profond et immédiat. Bien que l'on puisse comprendre intellectuellement en quoi consiste la force draconienne de la classe dirigeante, j'ai été confirmée dans l'idée que celle-ci tient à faire sentir aux travailleurs qu'ils sont vulnérables, pour s'assurer qu'ils resteront soumis. Mais je suis aujourd'hui encore plus convaincue qu'à moins d'une révolution socialiste aux États-Unis, la situation va s'aggraver de façon désastreuse. Il n'y aura plus guère d'espace où les travailleurs et les pauvres pourront exercer les quelques droits que nous avons gagnés par le passé. Il nous faut tirer les leçons de ce passé et construire une organisation qui travaille à renverser le capitalisme, de façon à établir une société fondée sur les besoins des travailleurs, et pas sur les désirs vicieux des employeurs.

C. L.

Une nouvelle revue

la Question sociale

Claire Oderoch

CE NOM qu'auraient pu s'approprier tant de « spécialistes » en sciences sociales est en fait celui que s'est choisi une nouvelle publication qui affiche fièrement son caractère libertaire et sa volonté « de réflexion et de combat ». À fort juste titre d'ailleurs, puisque, comme nous l'expliquent ses rédacteurs sur le rabat de couverture, la *Question sociale* fut, au tournant du XX^e siècle, le titre d'un certain nombre de revues libertaires publiées dans divers coins du monde, qui toutes faisaient une place centrale aux luttes sociales. La présence du chat noir sur la couverture et au départ des articles n'est d'ailleurs pas à interpréter comme signe d'appartenance au courant anarcho-syndicaliste, voire cénétiste, mais comme référence à la tradition de la grève sauvage et aux IWW qui avaient adopté ce symbole au siècle dernier (mais peut-être aussi un peu, indirectement, à la revue italienne *Collegamenti-Wobbly*, vieille de vingt-cinq ans, qui est un peu la sœur aînée de celle-ci).

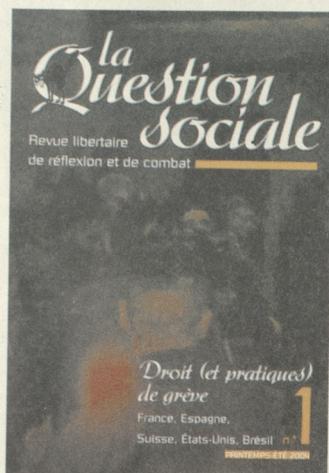
Le regard très international de la revue est d'ailleurs vite confirmé par le contenu des articles. Le dossier central du numéro 1 porte en effet sur le droit de grève dans différents pays – pour chaque pays traité (France, Espagne, Suisse, États-Unis, Brésil), un article écrit par un auteur « autochtone » tente de montrer comment l'histoire a façonné ce droit, comment l'État a cherché à le circonscrire et les travailleurs à en forcer les limites – et celui du numéro 2, sur le « syndicalisme institutionnel » en France, en Italie et en Espagne. Dans les deux cas se dégage par juxtaposition un genre de tableau comparatif qui nous fait clairement comprendre qu'aux yeux des rédacteurs, la question sociale ne saurait se saisir et s'analyser dans le cadre restreint de la nation (même si le caractère fortement latin de ces deux premiers numéros ne peut échapper). Signalons aussi la présence, fort utile, de résumés en quatre langues au départ de chaque article, qui autorise à penser que la revue ambitionne d'être lue au-delà de nos frontières.

La *Question sociale* est de belle facture, cela saute aux yeux. Mais si son graphisme est soi-

gné, ce n'est pas, comme dans bien des publications actuelles, pour masquer le vide ou le peu de consistance du contenu. Tous les articles, en effet, méritent une lecture attentive, et l'on notera que, si les auteurs semblent tous préférer l'examen minutieux de problèmes complexes au langage simplificateur de la dénonciation ou de la démonstration, l'analyse part toujours du concret et le discours ne paraît jamais abscons.

Le premier numéro s'ouvre sur un texte (« Notre projet ») mis en circulation avant même la publication, où l'équipe rédactionnelle expose ses intentions. On retiendra notamment le refus de tout enfermement de chapelle et de toute posture de spécialiste, et le goût revendiqué du débat contradictoire. Quant à la volonté affichée de « ne pas faire l'impasse sur la question de l'État », elle trouve très vite son illustration, puisque le premier article est une longue réflexion sur « l'emprise de l'État » : dans un premier temps, l'auteur y tente de cerner la transformation de la fonction étatique en rapport avec l'évolution moderne du capitalisme, pour s'intéresser ensuite aux conceptions de l'État prévalentes au sein du mouvement altermondialiste et montrer les insuffisances de chacune. Cette tentative, rare, de renouveler la réflexion sur un point essentiel de l'identité libertaire trouve son prolongement dans le numéro 2, où un lecteur démonte avec méthode l'idée courante selon laquelle on assisterait désormais à un recul du champ d'intervention de l'État.

De toute évidence, comme pour ses ancêtres homonymes, les luttes sociales occupent une place centrale dans les préoccupations de la *Question sociale*, ce que suffirait à confirmer les deux articles suivants du numéro 1. Le premier est une reconstitution-analyse de la « longue saison de lutte » qui a commencé avec les grèves dans l'Éducation nationale du printemps 2003 et s'est éteinte avec l'essoufflement du mouvement des intermittents (un deuxième éclairage sera fourni dans le numéro 2 à partir d'un témoignage





venu d'Aquitaine); le second est un récit minutieux de plusieurs petites luttes du secteur de la restauration à Paris en 2003, et des tentatives de soutien faites par le collectif pro-février né à l'origine autour de la lutte des McDo. Loin de tout triomphalisme, ce récit permet d'entrer dans le détail des dynamiques propres aux conflits du travail qui naissent hors d'un fort encadrement syndical, et donne à voir, à la loupe pourrait-on dire, ce qu'est un rapport de forces et comment il est possible de le faire évoluer sans s'en remettre à des syndicats dont la logique ne se confond jamais avec celle des grévistes.²

Outre son intérêt strictement informatif, c'est aussi sur le rôle des luttes que nous éclaire le dossier sur le « droit de grève », car l'on voit bien, à travers ces exemples multiples, qu'un jeu de progression-régression s'est partout joué sur le plan du droit selon que l'offensive venait du camp des travailleurs ou de celui des gestionnaires. À l'heure où les tentatives de corsetage du droit de grève reviennent d'actualité chez nous sous la forme du service minimum imposé, il s'agit là d'une réflexion fort utile. Qui trouve d'ailleurs son prolongement dans le numéro 2: un article y propose une analyse subtile de la grève sauvage des traminos italiens de l'hiver 2003-2004, grève qui a mis à mal la règle du service minimum et semé la panique tout autant dans le camp syndical que dans le camp du pouvoir.

Quant à l'article sur ce qu'il est convenu d'appeler « la guerre du gaz » en Bolivie (n° 2), il montre lui aussi, mais à une bien plus vaste échelle, comment l'initiative d'une classe paysanne et ouvrière qui a su cultiver des traditions de lutte est capable aujourd'hui, y compris face à un capital mondialisé, de mettre à mal les projets de la classe dirigeante et de la placer sur la défensive, la contraignant à reculer partiellement mais aussi à chercher au sein du mouvement des relais capables de désamorcer une mobilisation sociale en l'orientant vers des compromis d'ordre nationaliste.

Que la Question sociale ait choisi « le syndicalisme institutionnel » comme sujet central de son numéro 2 n'étonnera donc pas. Prendre la mesure réelle d'un phénomène qui joue un rôle décisif dans le maintien du statu quo capitaliste semble en effet le premier pas nécessaire pour dégager le terrain des luttes de fausses attentes. Deux articles, l'un plus sociologique, l'autre plus lié à une expérience concrète de terrain, s'interrogent sur la nature et la réalité de la « crise » que le syndicalisme français est supposé traverser depuis bien longtemps maintenant. Et le tableau qui s'en dégage suggère au fond que le phénomène d'institutionnalisation du syndicalisme, bien que passant chez nous par des canaux plus obscurs ou des formes plus ambiguës que chez nos voisins européens, n'en est pas moins avancé. Le cas italien, lui, est illustré par un article portant sur la remise à l'honneur de la concertation entre gouvernement, patronat et syndicats dans les années 1990, après deux décennies d'instabilité et de crises, et montrant que c'est cette pratique de la concertation au sommet qui a permis de remodeler en douceur les relations contractuelles au profit du patronat et qui permet aujourd'hui à Berlusconi de jouer solo, les réformes structurelles voulues par les capitalistes étant acquises. Le cas espagnol, lui, est abordé à travers une enquête de terrain (un ancien cégétiste devenu permanent des Commissions ouvrières dans un hôpital de Séville décortique les pratiques et les modes de financement de ce syndicat), qui permet de comprendre en détail comment fonctionne ce « syndicalisme de gestion » qui a pris la place du glorieux « syndicalisme de mobilisation » dont l'Espagne avait été le théâtre emblématique.

Aucun doute, donc, que ce syndicalisme dominant, qui mérite sans conteste le titre de syndicalisme d'État, participe de la stabilité sociale de nos régimes capitalistes. Une stabilité que les rédacteurs jugent d'ailleurs bon, dès le deuxième numéro, d'interroger pour

comprendre sur quoi elle repose, ne serait-ce que pour ne pas alimenter le sentiment d'impuissance. Ainsi, la rubrique « Leur paix sociale », née avec le numéro 2, ouvre-t-elle plusieurs pistes de réflexion: la première porte – à travers un dialogue imaginaire, plaisant mais néanmoins très sérieux – sur l'évolution de la protection sociale en France, et plus précisément sur les raisons de l'absence de lutte véritable contre la réforme de la Sécu; la seconde, sur les « troubles » des « banlieues ». Dans ces deux articles, il s'agit au fond de démonter les mécanismes de la fausse contestation, celle qui dénonce les irrationalités du système sans en mettre en cause la logique, et donc contribue à son maintien. Le troisième article de la rubrique porte sur un sujet rarement abordé: le rôle socialement stabilisateur des subventions européennes, à travers le cas espagnol.

La rubrique « Histoire » semble elle-même conçue pour prolonger la réflexion sur le présent: le numéro 1 propose un texte de 1901 d'Émile Pouget sur la genèse de l'idée de grève générale, idée qui a trouvé une nouvelle vitalité dans le mouvement de 2003; le numéro 2, un texte de Serge Bricianer (accompagné d'une biographie de cet auteur érudit et rigoureux mais malheureusement très peu publié) sur le Parti social-démocrate allemand à l'époque de ses glorieux débuts, qui décrit on ne peut mieux le processus d'institutionnalisation du mouvement ouvrier qui était déjà largement à l'œuvre au tournant du XX^e siècle.

Restent enfin la courte rubrique « Injustice », qui fait un peu de place aux cris du cœur, et la généreuse rubrique « Lire et relire », qui non seulement s'attache à faire connaître nombre de livres et de revues qui n'ont pas l'honneur de la grande diffusion, mais offre aussi à plusieurs occasions une sorte de prolongement, par auteurs interposés, de la réflexion amorcée dans le reste du numéro.

Bref, est-il besoin de le dire?, ces deux numéros de la Question sociale, très denses bien que d'un prix très abordable (7 euros pour presque 200 pages de petits caractères), méritent d'être lus, médités et surtout discutés. **C. D.**

1. Signalons l'étonnant succès international de cet article, déjà traduit en plusieurs langues sur Internet.

2. Reconnaissons que la CNT, dont étaient membres les grévistes de Frog, apparaît à cette occasion sous un jour moins glorieux que celui qu'il nous est donné à voir habituellement. Mais, cet article étant dénué de toute visée polémique, il devrait pouvoir aider ses militants à une réflexion autocritique.

Contact: la Question sociale, c/o Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris.
Courriel: laquestionsociale@hotmail.com

7 euros le numéro, 20 euros l'abonnement pour trois numéros.

Les rouges et noirs de Chari Goyeneche



PARLER DE CHARI GOYENECHÉ et de son œuvre est toujours difficile. Pour moi cela relève de l'équilibrium, discipline dans laquelle je ne suis guère à l'aise. Si on évacue l'affectif lié à cette compagnie et à sa chaleur humaine il reste son œuvre et les différentes tentatives qu'elle a expérimentées. Alors nous regardons vite fait son parcours artistique avant d'évoquer ce que pouvons voir sur les cimaises de la librairie du *Monde libertaire*. Tout commence par un itinéraire somme toute banal; par de la peinture sur des toiles qui pouvaient se regarder et se vendre comme de la peinture. Si nous regardons cette période, nous pouvons noter la qualité de la technique et une grande maîtrise du sujet et de la couleur. On note déjà la générosité dans le geste et la qualité d'un travail qui aurait pu en rester à de la peinture et à des œuvres qui s'accrochent sur des cimaises. Mais, très vite, elle quitte cette pratique pour expérimenter la déchirure et les collages. Henri Matisse disait qu'il ne suffisait pas d'avoir des ciseaux et de la colle pour faire des collages. Cette formule prend toute son importance quand on voit les collages de Chari Goyeneche. Il y a d'abord le choix de ses papiers, puis c'est le temps de l'observation et celui des déchirures. Ensuite, il y a cette recomposition et ses couches de collages qui se jouent souvent de la transparence afin de faire apparaître l'invisible, les fentes, les fêlures et la fragilité. Toute cette recherche, elle l'a menée pendant plus de dix ans. Elle a froissé, déchiré, recomposé avec une détermination sans borne, que ce soit de volumineuses sculptures ou des petits collages. Elle a délicatement réalisé et recomposé des fentes et cherché des formes improbables. Elle se joue du végétal aussi sous ses presses comme d'une nécessité de recomposer ce monde. Depuis un an, elle revient à des sujets

moins abstraits avec toujours cette passion de la matière qu'elle travaille avec habileté. Deux séries nous offrent des alternatives à ses déchirures et ses fentes :

– Une série de Ménines, une manière d'effectuer un retour sur sa culture d'outre-Pyrénées, de revisiter ce chef-d'œuvre de Velázquez, de travailler sur la représentation de la femme et de la figure. Transition élégante pour revenir au sujet. Si les premières approches sont des esquisses et des dessins, elles peuvent laisser augurer d'un remarquable inventaire. Cette expérimentation se fait sur du papier qu'elle chérit; elle utilise les annonces ou titres pour marquer les présences des Ménines. Il y a aussi ce clin d'œil à ce grand de la peinture qui a su se moquer et qui osait s'estimer supérieur au roi et à sa cour. Dans ce travail, tout reste encore possible des tentatives graphiques aux explorations picturales.

– Une série de coquelicots (en rouge et noir), comme il se doit, série plus aboutie puisque traitée sur des formats divers. Qu'ils soient immenses ou petits, les coquelicots s'acclimatent des couleurs de l'anarchie que lui offre Chari. Ils se métamorphosent et s'adaptent à des espaces insoupçonnés. Ils se gonflent, se dopent d'espoir. A-t-elle voulu vérifier cette théorie qui indique que les coquelicots sont les seules fleurs à pousser sur les ordures? Ces coquelicots annoncent-ils un espoir retrouvé sur les cendres du vieux monde? Toujours est-il qu'au-delà de l'anecdote sur les capacités de cette fleur à fleurir là où on ne l'attend pas, Chari Goyeneche a traité d'une manière remarquable ces coquelicots. Ils sont à la fois en relief ou plats et s'affirment avec habileté.

André Robèr

Exposition à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Vernissage le 13 mai à partir de 18 heures.



Chroniques de la toile d'avril

POUR CEUX qui n'ont pas eu la chance de faire l'impasse sur les événements vaticanoïdes que l'on sait, voici un moyen de se désintoxiquer. Un très joli site, bien fait et de fort mauvais goût: « Le pape est mort ». Pour mettre les choses en perspective, je vous invite à aller faire un tour sur le site russe consacré à l'enterrement de Staline, qui nous rappelle qu'à l'époque il y eut au moins 500 morts. On a fait des progrès depuis.

Quand j'ai commencé cette chronique, il y a plus d'un an, je vous parlais du site consacré à l'organe anarchiste qui précéda le *Monde libertaire* et qui avait nom le *Libertaire*. Depuis dix-huit mois existe un site où l'on peut trouver en entier le *Libertaire* de Joseph Déjacques (1858-1861). Les textes, accompagnés de notes, permettent de mieux comprendre. Il s'agit là d'un travail incomparable.

« Notre système d'enseignement vise à empêcher les élèves d'apprendre... et les conditionne à l'acceptation de la situation faite à chacun dans la hiérarchie sociale et économique. » Voilà ce que vous pourriez lire en bas de la page d'accueil consacrée aux pédagogies libertaires. On y trouve les initiateurs, Paul Robin, Francisco Ferrer et Sébastien Faure ainsi que des informations plus récentes sur des pratiques actuelles. On peut regretter l'absence de mention de la « pédagogie institutionnelle » chère à Fernand Oury. Si cette dernière n'est pas estampillée anarchiste, il suffit d'aller faire un tour sur les sites qui lui sont consacrés pour s'apercevoir que les libertaires peuvent y trouver de quoi nourrir leur réflexion, qu'il s'agisse des groupes de Provence, de Gironde ou du site national.

J'ai reçu il y a quelques jours un courriel curieux. Il s'agit d'une « Lettre interne », bimensuelle, comportant une série de liens de site ou de nouvelles très diversifiées. On trouve aussi bien l'adresse d'un site comportant de magnifiques photos de l'Amérique profonde, le tout datant de la fin du XIX^e siècle, que la publication in extenso d'un livre de Bernard Lazare chez nos amis de la Bibliothèque libertaire. Il y a aussi d'autres choses plus étranges. Cette lettre comblera ceux d'entre nous qui n'ont pas le temps de surfer sur Intrenet.

L'araignée.

araignee@plusloin.org

Les liens sont sur araignee.plusloin.org

Voter utile, c'est voter la grève !

Fédération anarchiste

Le Premier Mai

Bien avant d'être un jour de « fête du travail », cette date a été un point de ralliement pour la lutte des exploités. C'est en effet le jour choisi par les ouvriers américains pour exiger une part de mieux-être : la journée de 8 heures.

C'était en 1886.

Mais ce n'est pas tout. Ces travailleurs en révolte se sont heurtés à l'alliance de l'État et des patrons. À la suite d'une provocation, les leaders du mouvement ouvrier de Chicago, tous anarchistes, sont arrêtés. Quatre seront pendus, un cinquième se suicidera.

Le Premier Mai est donc le moment privilégié de la lutte de classe des travailleurs. Symbole universel de la guerre que le patronat et l'État livrent à la dignité humaine, nous devons en faire un tremplin vers d'autres futurs possibles.

Tout être humain
a droit
quotidiennement
à 24 heures
de liberté.

Ils nous pompent l'air...

Liquidation de la Sécu, restriction du droit de grève, éradication du Code du travail, démantèlement des services publics de la santé, de l'énergie, de l'éducation, des transports, suppression d'un jour férié, et on en passe... Après l'échec du mouvement avorté de 2003 contre la réforme propatronale des retraites, nous n'en finissons pas d'en prendre plein la gueule.

Les organisations syndicales sont incapables de mettre en œuvre une riposte sérieuse. Qu'elles soient terrifiées à l'idée de déclencher des événements qu'elles ne contrôlèrent pas, enfermées dans des logiques politiciennes ou engluées dans la collaboration avec les patrons, elles ne nous donnent pas de perspectives de combat.

Les partis politiques qui se succèdent aux manettes du pouvoir se couchent servilement devant les intérêts des énormes firmes mondialisées. Les ministres les plus « rouges » amusent la galerie et nous tiennent les mains pendant que les patrons nous font les poches.

Ce qu'on nous vend sous le nom de démocratie n'est qu'une mascarade : le vrai pouvoir est entre les mains des hauts fonctionnaires, jamais élus, et d'une poignée de grands patrons. Vous, vous n'en verrez jamais la couleur, ni de près ni de loin.

Les politiciens de toutes espèces qui nous disent le contraire sont de fieffés menteurs. Ils nous envoient vers des voies de garage (comme le référendum), alors que, face aux rapaces de l'État et du Medef, nous n'avons qu'une seule solution : la lutte sans merci.

L'issue du référendum, quelle qu'elle soit, ne représente en aucun cas une solution. Le traité de Constitution européenne est un texte antisocial et réactionnaire, et nous le combattons avec nos propres armes. Au bulletin dans l'urne, nous opposons la lutte sociale.

Les patrons ne nous feront aucun cadeau. Ils sont avares, cyniques, brutaux. Ce sont des

voyous. Ils s'y entendent pour nous tondre la laine sur le dos. Et nous, comme des moutons, nous les laissons faire.

...bottons-leur le cul !

Ça suffit comme ça ! Il est grand temps de mettre un frein à leur arrogance. Et nous pouvons le faire si nous nous en donnons les moyens.

Les partis politiques nous trahissent ? Laissons-les crever. Nos organisations syndicales ne nous défendent pas ? Investissons-les, portons-y la flamme de la révolte. Et, si c'est nécessaire, débordons-les, construisons mieux et plus fort, organisons-nous à la base, en assemblées générales, en comités de grève révocables, en groupes interprofessionnels, etc.

L'urgence du moment, c'est de relever le mouvement ouvrier combatif et révolutionnaire. Pour cela, tout est bon. Il n'y a pas de recette, seulement l'huile de coude, le temps donné, la solidarité et la ténacité. De toute façon, rien ne se fera que nous ne ferons nous-mêmes.

Les militants anarchistes réclament et prendront toute leur place dans la lutte à venir. Seul l'anarchisme, l'idée émancipatrice de l'individu prolétaire, n'a jamais vendu les classes ouvrières à l'État et aux patrons. Seul l'anarchisme peut tirer le mouvement des travailleurs de l'ornière et ouvrir la perspective d'une vraie transformation sociale.

Ils ne manquent pas, ceux qui veulent t'enfermer à l'usine ou au bureau, ceux qui prétendent travailler pour toi en faisant de la politique, et pour qui en fait tu travailles. Contre tous ces exploités, petits et grands, l'idée libertaire est ton arme !

Celui qui se bat peut perdre ;
celui qui ne se bat pas a déjà perdu !
L'émancipation des travailleurs
sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !



1^{er} mai !

Lyon

Pour un 1^{er} mai 2005 Noir et Rouge pour la lutte des classes !

Jeudi 28 avril

Projection-débat, lip 73 de Dominique Dubosc, doc de 1975. « Le goût du collectif » vint aux 1300 salariés de la manufacture horlogère Lip lorsqu'ils se mirent en grève au printemps 73, pour s'opposer au démantèlement de leur usine et aux restructurations imposées par le trust suisse Ébauches.

La projection sera suivie d'une discussion autour d'un verre sur l'expérience des Lips et les luttes actuelles face aux attaques patronales (temps de travail, chantage aux délocalisations etc.)

Ouverture des portes dès 19 heures, projection à 20h15, restauration légère et bar, participation libre.

À l'Atelier, 91, rue Montesquieu, Lyon 7^e.

Vendredi 29 avril

Projection-débat à 20h30: On n'est pas des steaks hachés de A. Arouali et A. Galland.

Durant l'hiver 2001-2002 à Paris, pendant 115 jours, les 40 jeunes employés du Mc Donald's du Faubourg-Saint-Denis vont tenir tête au géant de la restauration rapide, jusqu'à la victoire! Ils découvrent le droit du travail, la solidarité et la lutte collective.

Suivie d'un débat sur la précarité à la librairie la Plume Noire, 19, rue P. Blanc, Lyon 1^{er}, organisée par l'Union de groupes anarchistes lyonnais et l'OCL dans le cadre de la campagne Les libertaires contre la précarité.

Bordeaux

Pour le premier mai, des anciens du groupe Emma Goldman, des individus de la librairie du Muguet, du cercle Jean-Barrué, de l'Athénée libertaire vous proposent un cortège libertaire commun (avec sono et chorale). Rendez-vous à partir de 9h30, place de la République. La manif sera suivie du traditionnel apéro à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

La Rochelle

Le groupe Les AffranchiEs sera présent lors de la manifestation du 1^{er} mai à 10h30, place de Verdun.

Paris 20^e

Manifestation anarchiste en mémoire des martyrs de Hay Market, à 12 heures, Place des fêtes, à l'appel de la Fédération anarchiste.

Samedi 30 avril

À 14h30 au Palais du travail, 9, place Lazare Goujon Villeurbanne; M^o Gratte-ciel: « Luttes sociales et répressions antisyndicales ». Débat - rencontres avec des militants de la CNT.

Comment développer ces luttes tout en s'opposant à la répression? Avec la participation de salariés de l'association Les péniches du val du Rhône, de l'Arime... organisé par l'UD CNT 69.

À 19h30 au CCO de Villeurbanne 39, rue Georges-Courtelaine, Concert - veillée Rouge et Noire: Brigada Flores Magon (Street Punk de paris) et Trijas (hip hop de Lyon). Tables de presse, distro bar... Paf: 8 euros, organisé par Culture de Classe.

Dimanche 1^{er} mai

10h00: Place Gabriel-Péri (M^o Guillotière, Lyon 7^e), Manifestation noire et rouge pour la lutte des classes qui rejoint la manifestation unitaire du 1^{er} mai à 11h, place Jean-Macé.

Après la manifestation, vers midi, repas de quartier, place Sathonay (1^{er}) initié par Radio Canut (chacun amène à boire et à manger et on partage). Avec des interventions d'une Chorale révolutionnaire.

**Atelier, la CNT, Culture de Classe,
la Gryffe, Libertaire Production, l'OCL,
Radio Canut, l'Union de groupes
anarchistes lyonnais.**

Besançon

Premier mai libertaire organisé par le groupe Proudhon de la FA et la CNT du Doubs: manif à 10 heures au parking Battant. À partir de 12h30, repas place Marulaz et après-midi festive.

Grenoble

Cortège anarchiste dès 10 heures place de la gare de Grenoble: rdv sous les drapeaux noirs! Après-midi: jardin de ville et tables de presse puis rdv rue des 400 couverts pour soutenir les squatters en lutte.

Chambéry

Rencontrez le groupe Acratie à la manif à 10h30 ainsi qu'à son traditionnel « apéro-table de presse » (place St-Léger à partir de 11h15). <groupe.acratie@no-log.org>.

1^{er} mai à Nîmes

Les mauvais jours finiront !

NOUS VOUS INVITONS à assister à la deuxième édition des « mauvais jours finiront » qui se déroulera au café La cantina, rue Graverol.

Après la manifestation syndicale matinale, un apéritif sera proposé, moment animé par la formation jazz « 125 à la noire ».

Le temps d'une restauration légère sur place et à 14h30, Claire Auzias, éditrice et auteure d'une biographie de Louise Michel, sera là pour évoquer l'actualité des valeurs et des combats de celle qui incarne la Commune de Paris. Ce sera aussi l'occasion pour Annie Rousset, actrice, de dire des textes de Louise Michel.

À 16h30, nous aborderons les questions sur l'autogestion avec la participation de Jean Pierre, ouvrier de l'usine de riz Lustucru d'Arles, qui nous parlera d'un projet de coopérative ouvrière qui est né dans la continuité de cette lutte contre la fermeture du site de production.

La journée devrait se conclure vers 18h00 par une prestation en paroles et en musique de François « Le chansonnier », auteur compositeur et chanteur.

Entrée libre, table de presse, buvette et restauration légère sur place.

Groupe Gard Vaucluse de la FA.

AGDIR - BP 5018 - 30900 Nîmes
www.fa-30-84.org

Marseille

Le groupe de Marseille de la FA vous donne rendez-vous devant l'Odéon (en haut de la Cannetière) dès 9 heures. Après la manifestation départ en manif sauvage jusqu'à la Plaine pour participer à la Sardinaide avec repas, débats et balleti. Nous y aurons une table de presse où vous pourrez nous rencontrer. Vive la Sociale!

St-Étienne

Manif habituelle pour le premier mai avec en plus cette année La Barricade et ses chants révolutionnaires.

Mulhouse

Premier mai CNT/FA autour de Louise Michel: manif et repas de quartier à 12 heures devant la Maison des Ensembles.

Rouen

Le groupe de Rouen de la FA vous invite à le rejoindre à 10h30 Cours Clémenceau (Rouen rive gauche). La manif se terminera autour d'un apéro à la librairie L'Insoumise, 128, rue St-Hilaire puis par un repas auto-géré en plein-air si le temps le permet.

Rouen Non à la criminalisation du mouvement lycéen !

**Criminels les lycéens ?
Criminel le fait de se battre contre une loi qui favorise,
encore plus aujourd'hui, les inégalités ?**

C'EST EN TOUT CAS l'avis, relayé par les médias, du gouvernement et de la police (...milice?). Depuis plusieurs semaines, le mouvement lycéen a pris une autre direction que celle souhaitée par les syndicats UNL et FIDL. À l'appel de la Coordination lycéenne, des lycées ont été bloqués ou occupés (au total plus de 300), ainsi que les universités de Toulouse et de la Sorbonne et les rectorats de Marseille, Paris, Toulouse, Rennes, Bordeaux... La dernière action en date est l'occupation d'une annexe du ministère de l'Éducation nationale le 20 avril.

En opposition à ces actions, le ministre de l'Éducation, a demandé l'intervention systématique des forces de l'ordre. C'est ce qui s'est passé durant les dernières semaines; effectivement, les CRS ont délogé les lycéens des lieux qu'ils occupaient avec une violence inouïe.

Lors de l'occupation de l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, 175 lycéens ont été arrêtés et 165 mis en garde à vue. Durant celle-ci, les lycéens ont subi une pression énorme de la part des flics. La plupart ont été relâchés peu de temps après, mais certains ont eu moins de chance et sont restés plusieurs nuits en garde à vue, ou sont passés en comparution immédiate.

Le lendemain, pendant la manifestation organisée par la coordination, qui a rassemblé plus de 1000 personnes, la répression continuait de plus belle.

Face à la répression du mouvement, on ne peut que s'inquiéter et s'insurger: à chaque manifestation, action, des lycéens sont gazés, matraqués, mis en garde à vue...

Non à la criminalisation du mouvement lycéen! Police partout, justice nulle part!

Manu

Groupe libertaire lycéen/étudiant Soleil Noir (GLSN) - Lycéen de Rouen

Naissance d'un Collectif libertaire « Louise MICHEL » dans le Cantal

APRÈS SEULEMENT deux mois et demi de contacts et retrouvailles conviviaux, de rendez-vous bouffés et travail sur les fondamentaux, projets, un véritable groupe libertaire vient de se constituer: le « Collectif libertaire Louise Michel ».

Il est constitué d'une douzaine de militants appartenant à diverses tendances, organisations de la Pensée libertaire (F.A., A.L., réseau No Pasaran, C.N.T.), et de personnes non organisées dans le mouvement libertaire, ou proches de celui-ci.

Les participants, femmes et hommes représentent les réalités socio-professionnelles: enseignants, travailleurs de l'ÉDF, de La Poste ou du privé, des chômeurs et précaires.

Nous faisons nôtre l'appel à l'unité des libertaires, lancé en 2001!

Notre premier travail a été de nous accorder sur les fondamentaux anarchistes, et d'écrire une sorte de charte qui, depuis, nous unit, nous représente, et est la base sur laquelle d'autres compagnons peuvent nous rejoindre.

Cette charte, sous forme de tract, a été distribuée lors des dernières manif de février et mars, recevant un très bon accueil (ainsi que nos autocollants).

Beaucoup de projets pour l'avenir

Inscription dans les luttes locales bien sûr, en faisant état de notre originalité et spécificité.

Logistique nécessaire à tous groupes: affiches, drapeaux, autocollants, banderoles etc., création d'un logo, badge du Collectif Louise Michel.

Création d'une association incluant des statuts type révisités avec nos valeurs, afin de faciliter certaines démarches et initiatives (animation de conférences, rencontres et débats, actions diverses, présence dans des manifestations locales etc.).

Recherche d'un local, lieu et lien libertaires, ouvert à de multiples initiatives (librairie autogérée par exemple, soirées à thèmes, départs d'initiatives multiples, etc.).

Projets de rencontres-débats à venir

Actualité de Louise Michel (cadre du centenaire de sa mort) en fin d'année 2005, centenaire en 2006 de la Charte d'Amiens, Pédagogie libertaire etc.

Pour le groupe, Pierre Noire F.A. Cantal

Pour nous joindre, un courriel: louisemichel15@aol.com

Radio libertaire

Jeudi 28 avril

Si vis pacem de 18 heures à 19h30

Mouvaniversaire avec Gérard Durand.

Dimanche 1^{er} mai

Chants/Contrechamps de 15h30 à 17 heures

Un panorama des films en salle et une programmation musicale spéciale « 1^{er} mai ».

Mardi 3 mai

Parole d'Associations de 19h30 à 20h30

Avec Jean-Claude ALT, responsable de la Commission Enfants à Amnesty International.

Mercredi 4 mai

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

L'atypique Robert Pete Williams

Mardi 10 mai

Pas de quartier! de 18 heures à 19h30

Le groupe Idées noires de la Fédération anarchiste recevra le 9^e Collectif de sans-papiers qui nous parlera de toutes leurs actions menées depuis le matraquage qu'ils ont subi par les bons soins des nerfs du PS.

89.4 MHz
en région
parisienne

Feuilleton radiophonique

Souvenirs de la guerre d'Espagne

du 19 juillet 1936 au 9 février 1939

d'Antonio Gimenez

(de son vrai nom: Bruno Salvadori).

L'OCCASION de réaliser ce feuilleton radiophonique nous a été fournie par la découverte d'un manuscrit rédigé en 1976 par Antonio Gimenez. Il voulait publier ses souvenirs de milicien anarchiste sur le front d'Aragon pendant la révolution espagnole. Il est mort en 1982 sans avoir pu faire aboutir ce désir.

Ce feuilleton comporte vingt épisodes de 30 minutes en moyenne, et dure 10 heures.

Premier épisode: lundi 2 mai de 19h30 à 20 heures, épisode rediffusé le samedi 7 mai de 11h30 à 12 heures.

Les Giménologues

Contact: 42, rue Espérandieu 13001 Marseille

Tél-Fax: 0491 509608

E-mail: hipparchia@libertysurf.fr

Jeudi 28 avril

Paris 10^e

Les Monologues du vagin, texte de Ève Ensler sera lu exceptionnellement par Virginie Barré, Sophie Berdah, Karine Bernard et Natacha Henry. Au profit de l'HAFB (Halte aide aux femmes battues) à 20h30, à l'espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes. Réservations : vdayparis10@club-internet.fr ou 01 40 03 66 94 et 01 47 70 60 35. 12 euros, soutien : 20 euros.

Merlieux (02)

La Bibliothèque sociale recevra, pour une rencontre-dédicace, Serge Livrozet, de 18 à 21 heures, au 8, rue de Fouquerolles. Renseignements au 03 23 80 1709.

Montréal (Québec)

Panel d'ouverture du Festival de l'anarchie : « Éducation, état des lieux et propositions libertaires ». De nombreux intervenants, suivi de bières et ambiance DJ toute la soirée. À partir de 19 heures à l'Alizé, 400, rue Ontario Est, M^o Berri-Uqam. Entrée prix libre.

Vendredi 29 avril

Paris 10^e

Les Monologues du vagin, texte de Ève Ensler sera lu exceptionnellement par Virginie Barré, Sophie Berdah, Karine Bernard et Natacha Henry. Au profit de l'HAFB (Halte aide aux femmes battues) à 20h30, à l'espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes. Réservations : vdayparis10@club-internet.fr ou 01 40 03 66 94 et 01 47 70 60 35. 12 euros, soutien : 20 euros.

Dimanche 1^{er} mai

Partout dans le monde

les anarchistes sont dans la rue ! Synthèse non exhaustive page 21.

Samedi 7 mai

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Alèssi dell'Umbria, autour des luttes populaires en Provence, à 15 heures, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Mercredi 11 mai

Paris 11^e

Débat de la librairie Quilombo : contre le travail ! En présence de Philippe Godard. À 19h45 au CICIP, 21, ter, rue Voltaire.

Saint-Claude (39)

Quand les ouvriers prennent la caméra : les films Medvedkine.

Rétrospective intégrale au local libertaire Le Coffre-Fort, rue Bonneville, en face de l'IME à Saint-Claude. Films projetés en 16 mm par l'association Plouccc et le groupe anarchiste Lucio avec le concours du CCPPO. Infos : association Plouccc, Maison du peuple, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude ou grouplucio@altern.org. Plusieurs séances à 21 heures : les 22 et 30 avril et les 14 et 20 mai.

Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance

Organisées par Alternative libertaire, Casbah, CNT, Fédération anarchiste, Marée noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

Vendredi 6 mai dès 18h30 :

Battacuda et Fanfare et, sous réserve, un théâtre de rue. Puis manifestation festive à pied, à vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

Samedi 7 mai dès 10 heures :

Deux ateliers-débats : informatique et consommation. Conférence : la décroissance, pratique de jeux coopératifs.

Soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique, etc.).

Dimanche 8 mai dès 11 heures :

Quatre ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation. Concert à 21 heures.

St-Étienne

Festival des résistances et des alternatives du 30 avril au 8 mai

Zone de gratuité, conférences, projections, manifs, arts, débats, concerts, rencontres et zone d'information libre. Organisé par Avataria, la CNT, la France qui pue, Lulu percute, Numéro Zéro et Radio Dio. Toutes les infos sur <<http://resistances-alternatives.org>>.

Samedi 21 mai

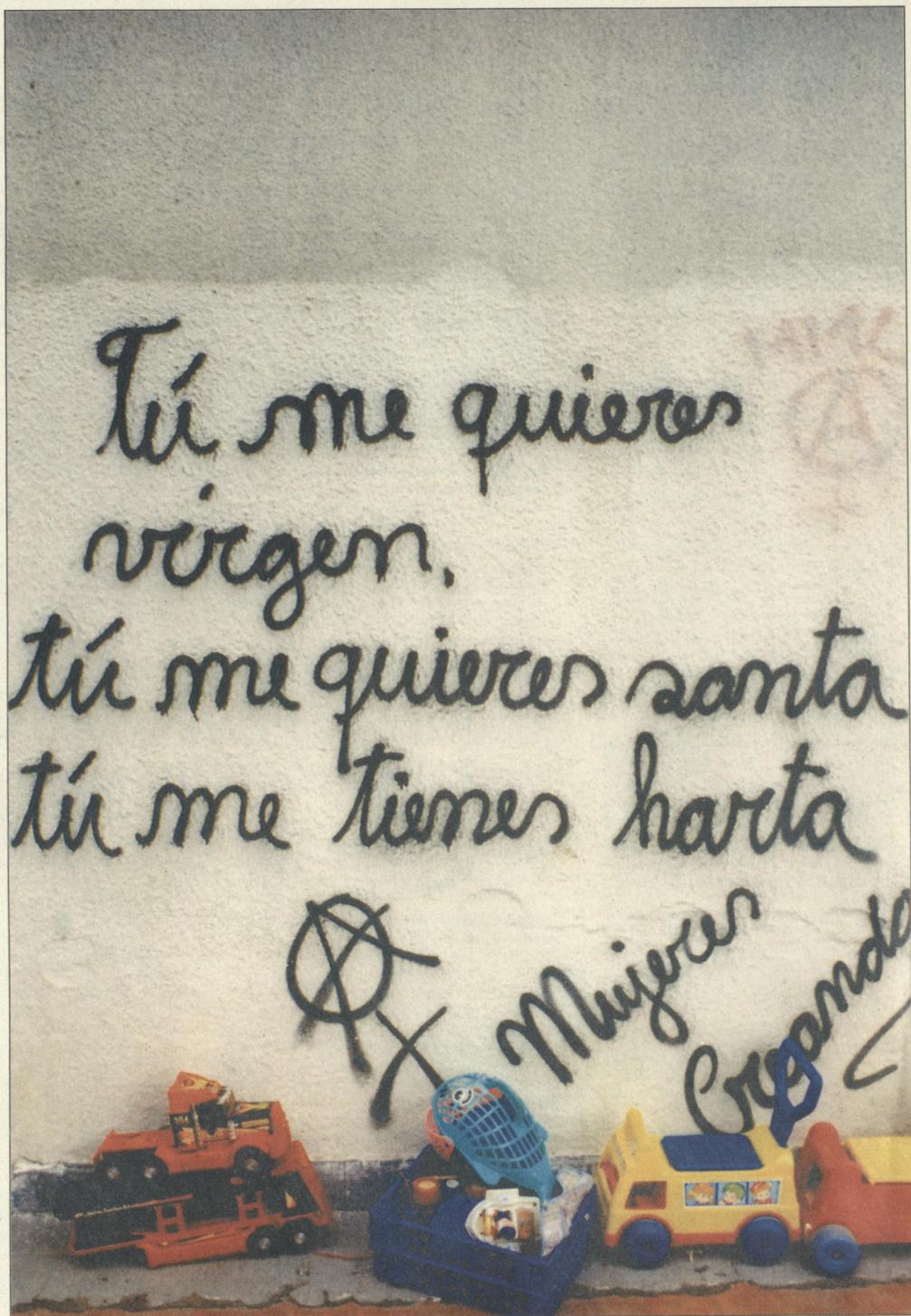
Paris 18^e

Rencontre débat avec Eric Hazan, autour de son livre *Chroniques de la guerre civile* à 15h30, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Montréal (Québec)

6^e Salon du livre anarchiste de Montréal de 10 heures à 18 heures au CEDA, 2515 rue Delisle (à deux pas du métro Lionel-Groulx).





« Tu me veux vierge, tu me veux sainte, tu me fatigues » (Mujeres Creando).
Photo de Thierry Libertad à la fondation Anselmo-Lorenzo, Madrid, 2001.